

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 45 (1900)
Heft: 10

Rubrik: Chroniques et nouvelles

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CHRONIQUES ET NOUVELLES

CHRONIQUE SUISSE

Nos cartes topographiques. — Les armes et la toge. — A propos d'absinthe.

Les manœuvres du III^e corps d'armée ont fourni l'occasion au lieutenant-colonel Becker, chroniqueur militaire de la *Nouvelle Gazette de Zurich*, topographe distingué, de soulever la question d'une nouvelle carte tactique à établir pour notre armée. Avec raison il critique notre carte au 1 : 100 000. La carte populaire du terrain des manœuvres publiée cette année par le Bureau topographique était d'un gris pâle et presque complètement inutilisable. Quant à la carte officielle des manœuvres, imprimée en plusieurs couleurs, elle n'était guère bonne non plus. Le lieutenant-colonel Becker se demande s'il ne faudrait pas laisser la carte Dufour telle qu'elle est, — ses planches, déjà bien fatiguées par de nombreux tirages donnant un relief de moins en moins accentué, — et travailler à l'établissement d'une nouvelle carte tactique, plus claire et qui permettrait de distinguer, au premier coup d'œil, les parties élevées et les dépressions. Il faudrait aussi renoncer, d'ores et déjà, à indiquer les voies de communication en rouge et laisser à chaque officier le soin de tracer en couleur les routes que sa troupe doit suivre. Quant au papier, il y aurait lieu de le choisir de qualité telle que, même en temps humide, on y puisse tracer des traits au crayon de couleur.

Ces desiderata du lieutenant-colonel Becker sont tout à fait justes ; nous sommes distancés maintenant par d'autres pays dans l'établissement des cartes ; nous vivons sur une vieille réputation qui nous échappera sans nul doute si nous ne travaillons pas à la maintenir.

* * *

L'inspecteur des troupes, dans un rassemblement, doit-il porter l'uniforme ou des vêtements bougeois ? Cette question est posée presque chaque année ; elle l'a été encore, à propos de la revue du III^e corps d'armée, par divers journaux. Voici, à ce propos, les réflexions du journal *La Suisse* :

LES ARMES ET LA TOGE

Mercredi, M. le conseiller fédéral Müller, chef du Département militaire fédéral, a passé la revue du III^e corps d'armée dans la plaine de Wallisellen.

Conformément à un arrêté du Conseil fédéral de 1891, sauf erreur, il était en uniforme, avec les insignes de commandant de corps. C'est ainsi vêtu, d'ailleurs, qu'il avait suivi les manœuvres.

Comme cela arrive dans chaque occasion semblable, une polémique s'est alors engagée dans les journaux. Les uns, comme le *Volksrecht*, organe socialiste, ont soutenu que M. Müller aurait dû être en civil, tandis que d'autres, la *Neue Zürcher Zeitung* en tête, sont pour la tenue militaire.

Nous persistons à être de l'avis du *Volksrecht*, et nous estimons que l'arrêté de 1891, pris sous l'inspiration d'un homme qui n'a jamais redouté le panache, M. Emile Frey, alors chef du Département militaire fédéral, devrait être abrogé.

Les premières manœuvres de division (c'étaient celles de la 1^{re} division, à la tête de laquelle venait d'être placé le colonel Ceresole, en 1879), furent inspectées par M. le conseiller fédéral Hammer, qui, tout colonel qu'il était, portait le frac, le chapeau haut de forme, des pantalons gris et des bottes à l'écuypère. Il avait fort bon air, et la présence de ce civil à la tête d'un brillant état-major d'officiers suisses et étrangers, était le symbole parfait de notre organisation militaire.

Sauf erreur, c'est M. Hertenstein qui innova : militaire dans l'âme, il eut la faiblesse de revêtir ses insignes de colonel-brigadier d'infanterie pour inspecter, en qualité de représentant du Conseil fédéral, des troupes commandées par un divisionnaire, c'est-à-dire par un officier qui, en cette qualité, lui était supérieur en grade.

C'est cette anomalie que le Conseil fédéral chercha à écarter par son arrêté de 1891. Mais, en prenant cette décision, il tomba de Charybde en Scylla. En effet, il sera rare que le citoyen chargé du Département militaire fédéral soit un divisionnaire au moment de son entrée en fonctions. Si c'est un colonel brigadier, un lieutenant-colonel, un capitaine, un caporal, un simple soldat ou un citoyen qui n'a jamais fait de service, le voilà revêtu, du jour au lendemain, du grade de commandant de corps d'armée. Et, quand il sort du Conseil fédéral, il pourra être appelé à des commandements élevés sans que son instruction tactique antérieure autorise le moins du monde cette faveur.

Mais ce n'est là qu'un très petit côté de la question.

Le principe qui est en jeu est celui de la prédominance du civil sur le militaire. En Suisse, elle est incontestée. Mais il serait bon de mettre les formes en harmonie avec les faits et le droit.

Lorsque M. Müller se rend aux manœuvres et se fait présenter un corps d'armée, il n'agit pas comme colonel. Il est beaucoup plus que colonel : il est le représentant du gouvernement, c'est-à-dire le délégué du peuple suisse. En s'embrigadant dans l'armée, il diminue son rôle, il amoindrit sa fonction. Il n'est plus qu'un membre de cette armée, qui est au service du gouvernement, au lieu d'être un membre de ce gouvernement qui dispose de l'armée.

Un inspecteur civil qui, entouré d'officiers supérieurs, passe en revue l'armée, cela veut dire : les armes cèdent à la toge. L'inverse, c'est-à-dire un membre du gouvernement qui dépose son habit pour revêtir sa tunique, cela prend un petit air césarien qui jure absolument avec nos institutions et nos mœurs.

La Suisse rappelle l'inspection passée en 1879, par M. le conseiller fédéral Hammer, des troupes de la 1^{re} division ; M. Hammer était colonel, c'est vrai, mais dans l'occasion rappelée, il n'était pas chef du département militaire fédéral, mais président de la Confédération, si je ne fais erreur. Alors, comme tel, il représentait l'élément civil et il convenait qu'il ne revêtît pas l'uniforme. Je ne sais ni s'il existe une décision remettant l'inspection des troupes au chef du département militaire, ni pourquoi on a renoncé à faire passer cette inspection par le président de la Confédération. Celui-ci, à la vérité, peut n'être pas en état de monter à cheval. J'ai ou raconter, à ce propos, que lorsque feu M. Fornerod était président de la Confédération, il fut appelé, lui aussi, à je ne sais quelle occasion, peut-être était-ce dans une des « écoles centrales » de l'époque, sortes de rassemblements qui se tenaient au « camp de Thoune », à passer l'inspection

des troupes; or il n'était pas brillant cavalier, paraît-il, et il devait monter à cheval; on chargea donc un officier de lui « faire » un cheval, qui fut absolument sûr, et tout se passa sans encombre. Je ne propose pas de renouveler l'expérience; peut-être, tous les présidents ne trouveraient-ils pas la représentation de leur goût.

La tradition a maintenant prévalu que c'est le chef du département militaire qui passe l'inspection; s'il est militaire, je trouve bien naturel qu'il revête l'uniforme; ce qui me le paraît moins, c'est que, s'il est colonel, il porte les insignes de commandant de corps d'armée. Notez que l'arrêté de 1891 ne dit pas qu'il revêt le rang d'un commandant de corps, mais seulement les marques distinctives. Et si le chef du département militaire n'est pas colonel, ce qui peut arriver, qu'adviendra-t-il?

Le conseiller fédéral Hertenstein avait le rang de brigadier; il ne porta jamais, dans les inspections, les insignes d'un grade supérieur à celui-là, il en fut de même de M. le conseiller fédéral Hauser, aussi colonel. Si je ne fais erreur, il passa même l'inspection des I^{re} et II^{me} divisions en 1890 sans orner sa coiffure du panache de plumes vertes.

Et pourquoi un conseiller fédéral, chef du département militaire, s'il est officier, ne passerait-il pas l'inspection des troupes revêtu de l'uniforme et portant les insignes de son grade. Il ne faut pas confondre: dans cette occasion, le conseiller fédéral prime l'officier; et alors peu importe le grade.

* * *

Le soldat Sigg, de la I^{re} comp. du bat. 105.I, en même temps député au Grand Conseil du canton de Genève, a provoqué, au sein de ce corps, à propos de propagande et de lutte contre l'alcoolisme, un débat qui n'est pas dépourvu d'intérêt.

On avait laissé afficher dans l'intérieur de la caserne de Plainpalais, à l'occasion du cours de répétition du bat 105.I, un avis qui donnait l'adresse d'un local de réunion et de lecture ouvert dans le voisinage par l'Union chrétienne des jeunes gens et invitait les soldats à en user; on avait également autorisé le dépôt dans les logements de la troupe de la brochure du Dr Châtelain contre l'usage de l'absinthe. M. Sigg a interpellé le Conseil d'Etat sur ces deux faits et celui-ci, par l'organe de M. le conseiller d'Etat Boissier, chef du département militaire cantonal, a répondu, après enquête, à cette interpellation.

Je dois dire que je trouve que le député Sigg était parfaitement dans son droit, après avoir rempli ses devoirs militaires comme simple citoyen, de questionner, comme député, l'autorité politico-militaire de son canton sur tel ou tel fait. Quel but il poursuivait en faisant cela, je ne le vois pas bien; à moins que ce ne fût de mettre M. le conseiller d'Etat Boissier en fâcheuse posture; dans ce cas, il a parfaitement réussi.

A-t-on bien ou mal fait d'autoriser l'affichage de l'invitation de l'Union

chrétienne des jeunes gens et le dépôt de la brochure du Dr Châtelain ? Je ne discuterai pas ce point, quoique le procédé ne me paraisse pas plus incorrect que d'afficher dans les cantines militaires, locaux placés sous l'autorité des chefs militaires, toutes sortes de tableaux-réclames permanents ou occasionnels, pour vins, liqueurs, concerts, beuglants, etc., ainsi que j'ai eu assez fréquemment l'occasion de le constater. Et puis, si ce procédé est incorrect, c'est à l'*autorité militaire supérieure* à intervenir pour interdire tout ce qui sort de la neutralité... militaire, et alors ce ne sera pas trop d'un traité complet de casuistique pour régler tous ces cas.

Mais je reviens à l'interpellation Sigg et à la réponse du conseiller d'Etat Boissier. Il va sans dire que M. le député Sigg blâmait la tolérance dont on avait usé vis-à-vis de l'Union chrétienne et des distributeurs de la brochure du Dr Châtelain. Dans sa réponse, M. Boissier a d'abord informé le Conseil qu'il avait demandé au commandant du bataillon 105.I un rapport qui lui avait été refusé, le cas ne relevant pas de l'autorité cantonale ; puis que, à une nouvelle demande, le commandant avait répondu qu'il prenait toute la responsabilité de ce qu'il avait autorisé. Là dessus, M. Boissier est parti en campagne, donnant pleine satisfaction à M. le député Sigg et blâmant qu'on eût laissé se produire les faits qu'il avait signalés ; il a même affirmé que la distribution de la brochure du Dr Châtelain avait produit un effet diamétralement opposé à son but et qu'on n'avait jamais bu autant d'absinthe que ce jour-là (je crois que M. Boissier serait fort embarrassé si on le mettait en demeure de produire les preuves de cette assertion) ; il a annoncé en outre qu'on prendrait, à l'avenir, des mesures pour que de pareils faits ne puissent plus se produire. M. Sigg s'est déclaré satisfait, — il aurait pu l'être à beaucoup moins — le Grand Conseil a appuyé de ses applaudissements, et il ne s'est trouvé personne pour relever ce que le langage de M. le conseiller d'Etat Boissier avait d'étrange.

Eh bien ! c'est ici que j'attends M. Boissier ; il ne faut pas que cette affaire en reste là ; il doit nantir d'une plainte en règle le Département militaire fédéral. N'est-il pas le défenseur attitré des victimes genevoises du militarisme ? N'a-t-il pas déjà brillamment signalé son activité dans ce domaine ? Il a fait une promesse, il doit la tenir. Il y a d'autres casernes dans lesquelles on interdit la consommation de l'absinthe ; il doit faire cesser ce scandale. On trouve dans l'*Ordre général du Chef de l'Arme de l'infanterie* un § 30, dernier alinéa, qui dit : *L'usage des boissons alcooliques concentrées est formellement interdit* ; il faut qu'il obtienne que cet abus de pouvoir prenne fin.

Et s'il ne le fait pas, s'il ne réalise pas sa promesse, il donnera raison à ceux qui disent qu'il a parlé pour les électeurs genevois du 11 novembre prochain.

Le correspondant genevois d'un journal politique d'un autre canton (je

crois que c'est la *Gazette de Lausanne*) feint, il est vrai, de croire que M. Boissier a fait de l'ironie; la repêche est maladroite et personne n'en croira rien. S'il en eût été ainsi, M. Sigg, qui est un malin, s'en serait bien aperçu, et il ne se serait pas déclaré satisfait.

J'attends donc la suite de l'affaire...

CHRONIQUE ALLEMANDE

(*De notre correspondant particulier.*)

Maneuvres d'attaque de positions de campagne fortifiées. — L'obusier de 15 cm. prend le nom d'obusier lourd de campagne. — Insuccès de l'obusier de 10,5 cm. — Démantèlement de Spandau. — Création de batteries de montagne. — Nos mitrailleuses. — † Le lieutenant-colonel Max Jähns; ses ouvrages. — Quelques publications.

Dans les manœuvres d'attaque de positions fortifiées qui ont été exécutées, au mois d'août dernier, dans les environs de Metz, par des détachements du XV^e corps, les tirs ont eu lieu à blanc, uniquement. Il en est de même des tirs effectués dans d'autres exercices analogues au camp de Lobourg par des troupes du IV^e corps. Par contre, aux manœuvres organisées au camp de Munster dans la province de Hanovre, par le X^e corps, on a exécuté des tir réels. On a, dit-on, formé à cette occasion un concours de tir, un *Wettschiessen*, contre des buts abrités, entre l'artillerie de campagne et l'artillerie à pied, la première armée de l'obusier de campagne de 10,5 cm., la seconde de l'obusier de 15 cm. Il ressort de ce concours que les résultats obtenus par l'obusier de campagne auraient été minimes, si ce n'est nuls, tandis que ceux de l'artillerie à pied se sont montrés excellents. La conséquence de tout ceci se traduit par une modification apportée à l'artillerie à pied et par un ordre de cabinet, en date du 6 septembre, qui débute comme suit : « Les manœuvres de Munster ayant démontré que l'artillerie à pied était tout à fait apte à être attachée aux troupes de l'armée de campagne (*vollbefähigt der fechtenden Feldtruppen zu getheilt zu werden*), l'Empereur ordonne : L'obusier de 15 cm. s'appellera à l'avenir *Obusier lourd de campagne*. Les corps de troupes qui en seront armés seront désignés sous le nom de « Régiment d'artillerie à pied N°.... (obusiers lourds de campagne) ». L'obusier de 10,5 cm. sera, par opposition, dénommé *Obusier léger de campagne*.

L'artillerie de campagne subit de ce fait un échec assez sérieux qui ne sera pas pour plaire à son ancien inspecteur, le général de Hoffbauer. Je suis convaincu que, dans l'espèce, l'artillerie de campagne n'a péché que par défaut de pratique. Il est probable d'ailleurs qu'on aura quelque peu outré les difficultés du tir et la résistance des abris. Peut-être aussi les

commandants de batterie auront-ils choisi dans les tirs de l'obusier de campagne une charge qui ne correspondait pas exactement à la situation du but et au genre d'objectif. L'article que vous avez publié dans votre livraison d'août sur notre obusier indique en effet, si on veut bien s'y reporter, qu'il existe pour l'obusier sept charges différentes. Dans la pratique, il est très rare qu'un chef de batterie trouve des occasions pour exécuter des tirs réels avec des projectiles chargés en guerre, en raison des dangers que peuvent causer, aux courtes portées, les éclats projetés fort loin en tous sens et susceptibles même d'atteindre en arrière la batterie qui tire. L'*Instruction* prévoit dans ces circonstances l'obligation de construire des abris pour les servants. Dans les tirs de polygone on n'emploie de fait que des projectiles dits d'exercice, c'est-à-dire sans charge d'éclatement. On le voit, ce genre de tir exige certaines précautions et une connaissance parfaite du matériel et de son emploi, et il y aura certainement encore des expériences à faire pour se familiariser avec l'obusier et pour l'affranchir de la disgrâce dont il paraît être momentanément l'objet et de l'inaptitude dont il semble avoir fait preuve aux manœuvres de Munster.

— On va prochainement démanteler la forteresse de Spandau. Cette forteresse renferme, comme vous savez, des établissements importants de l'artillerie, la fonderie de canons, les ateliers de précision, ceux de pyrotechnie, les fabriques de poudre et d'armes, ainsi que le trésor de guerre de l'Empire. Le trésor, 120 millions de marcs, est gardé dans la tour dite de Jules, construite au quatorzième siècle, dans le style vieux-italien, par un architecte d'Italie. Cet ouvrage, qui fait partie de la citadelle, continuera à subsister. Il est entouré de murailles très élevées et de fossés inondables. La citadelle elle-même contient le palais du commandant de la forteresse et va recevoir pour l'y caserner une section attelée de l'artillerie à pied. Il y a quelque vingt ans, la forteresse a été complétée par une ceinture de forts détachés, érigés à environ 5 km. du noyau. On conservera entre autres le fort établi sur le Hahneberg, à peu de distance du camp d'instruction de Döberitz. Tout récemment, du 3 au 6 de ce mois, ce fort a servi de pivot à des manœuvres de siège. On l'avait armé en guerre; l'attaque en a été faite à la fois de Spandau et de Döberitz. Le ballon captif a naturellement joué son rôle dans ces manœuvres, ainsi que les projecteurs électriques. Dans tous les exercices, on cherche à mettre le plus possible les officiers supérieurs d'artillerie au courant des manœuvres combinées, même les officiers appartenant à l'artillerie à pied. L'Empereur vient encore d'ordonner qu'à l'avenir les commandants de brigade, les inspecteurs et l'inspecteur général du corps de l'artillerie à pied assisteraient aux manœuvres auxquelles participent les troupes placées sous leurs ordres. Ces dispositions sont une conséquence et un corollaire bien naturels des succès des 15 cm. à Munster.

On continue d'ailleurs à vouer à l'artillerie une sollicitude qui est toute à son honneur. L'école de tir de l'artillerie de campagne à Jüterbog vient de constituer un groupe d'obusiers légers, 3^e groupe d'instruction, et un état-major de régiment. L'artillerie à pied compte toujours ses trois compagnies d'école. Au surplus, Jüterbog tend à devenir une vaste place d'armes. Le camp d'instruction sera, dès le 1^{er} avril, réuni au polygone, où on a élevé de nouvelles casernes et d'autres constructions importantes. Le nouveau camp prend le nom de Neu-Jüterbog.

— Le 1^{er} octobre, l'organisation de l'artillerie de campagne en Prusse a été achevée ; on a formé en somme 19 batteries montées nouvelles. La réorganisation, sauf 2 brigades et 2 régiments, est terminée en Saxe. Quant à la Bavière, la transformation avance, une partie de l'artillerie du nouveau III^e corps est déjà constituée.

A côté de l'artillerie de campagne, on vient d'introduire un genre d'artillerie nouveau pour nous : l'artillerie de montagne. Il a été acheté deux batteries, dont une se trouvait déjà à Tsingtau (Kiautschou) ; une troisième batterie de montagne a été mise à l'essai à l'école de tir de Jüterbog. — On a organisé également des sections de mitrailleuses, dont j'ai déjà eu l'occasion de vous parler, en les formant sur le même pied que les batteries montées. Les mitrailleuses ont un avant-train, attelé de quatre chevaux, un affût avec deux sièges et cinq chasseurs par pièce comme servants, avec, en sus, un sous-officier chef de pièce. La section de six ou de quatre machines est commandée par un lieutenant. Les tireurs de la mitrailleuse ont un uniforme qui rappelle celui de nos troupes coloniales. Quant à la question de savoir si notre organisation est pratique et adéquate, si elle vaut celle que vous avez adoptée en Suisse en attribuant les mitrailleuses à la cavalerie, et si les nôtres ont la mobilité voulue, je préfère ne pas l'aborder ; vos lecteurs établiront eux-mêmes la comparaison.

— Pas de mutations importantes dans les grades élevés au courant de septembre, mais en dehors des cercles militaires proprement lits, l'Allemagne et notre littérature militaire viennent de subir une grande perte par la mort du lieutenant-colonel Max Jähns, décédé le 19 septembre, à Berlin. Né en 1837, Jähns commença sa carrière en 1854 au 28^e régiment d'infanterie ; trois ans plus tard, il passait lieutenant. En 1867, il devint membre de l' « Etat latéral » du grand Etat-Major où il était attaché à la Section historique. Quelques années plus tard, à partir de 1872, il fut nommé professeur d'histoire de la guerre à l'académie de guerre de Berlin, fonctions qu'il exerça pendant quatorze années. Lieutenant-colonel, il démissionna en 1886, pour se vouer entièrement aux études littéraires et scientifiques. Un de ses ouvrages les plus importants est certainement son *Histoire des sciences militaires, principalement en Allemagne*, qui a paru en 1890, en trois volumes. Il faudrait citer encore son *Histoire de l'armée*

française dès la révolution jusqu'aux temps modernes (1873), ainsi que son *Manuel de l'histoire militaire ancienne*, accompagné d'un *atlas historique militaire*, résumé de ses conférences à l'académie de guerre. Jähns avait comme écrivain scientifique une renommée universelle; l'université de Heidelberg lui avait conféré le grade de docteur *honoris causa*.

— Pour fêter le centenaire de la naissance de son illustre chef Moltke, le 26 octobre 1900, le grand Etat-Major, section historique, prépare sous le titre de *Thèmes stratégiques et tactiques de Moltke de 1857-71*, une collection de problèmes proposés aux officiers d'état-major pendant cette période. Il sera certes intéressant de les suivre et de chercher à les résoudre.

— En raison des mutations nombreuses qui se sont produites dans le corps d'officiers par suite de la formation du corps expéditionnaire, on va publier ce mois-ci une nouvelle édition de l'Annuaire de l'armée prussienne, arrêté au 1^{er} octobre 1900. Une autre publication, moins aride celle-là bien que moins actuelle, est celle d'*Extraits des lettres posthumes du feldmaréchal Neidhardt v. Gneisenau, chef d'état-major de Blücher dans ses campagnes contre Napoléon*. Cette brochure est intitulée: *Au temps de la misère, 1806-1815* (Aus der Zeit der Noth). L'éditeur est l'archiviste Albert Pick.

Enfin, pour commémorer le bi-centenaire du royaume de Prusse (18 janvier 1901), le général Paul v. Schmidt y est allé de son volume: *L'œuvre de paix des rois de Prusse durant deux siècles*¹.

Si maintenant j'en viens aux publications périodiques et que j'ouvre des journaux comme le *Militär-Wochenblatt*, le journal semi-officiel s'il en est un, j'y trouve un article, qui a l'air d'une réclame, je l'avoue, sur le canon de campagne à tir rapide Cockerill-Nordenfeldt. L'auteur ne paraît pas d'ailleurs très au courant de la question et ignore les essais auxquels ce matériel a été soumis en Suède, en Belgique et en Suisse. Cet article a été reproduit tel quel par certaines publications, entre autres par votre *Allgemeine Schweizer-Zeitung*² qui le publie textuellement, sans commentaires.

A citer également pendant que je suis dans l'artillerie une intéressante critique de l'ouvrage du général R. Wille: *Le canon de campagne à tir rapide F. Krupp c/99* qui a paru dans les *Neue militärische Blätter*, livraisons des 1^{er} et 15 août. C'est une sorte d'apologie de notre canon de campagne 1896. Enfin le même *Militär-Wochenblatt*³ dont j'ai déjà parlé annonce que les aciéries d'Autriche, qu'on avait cru pouvoir fournir l'acier pour les

¹Das Friedenswerk der preussischen Könige in zwei Jahrhunderten.

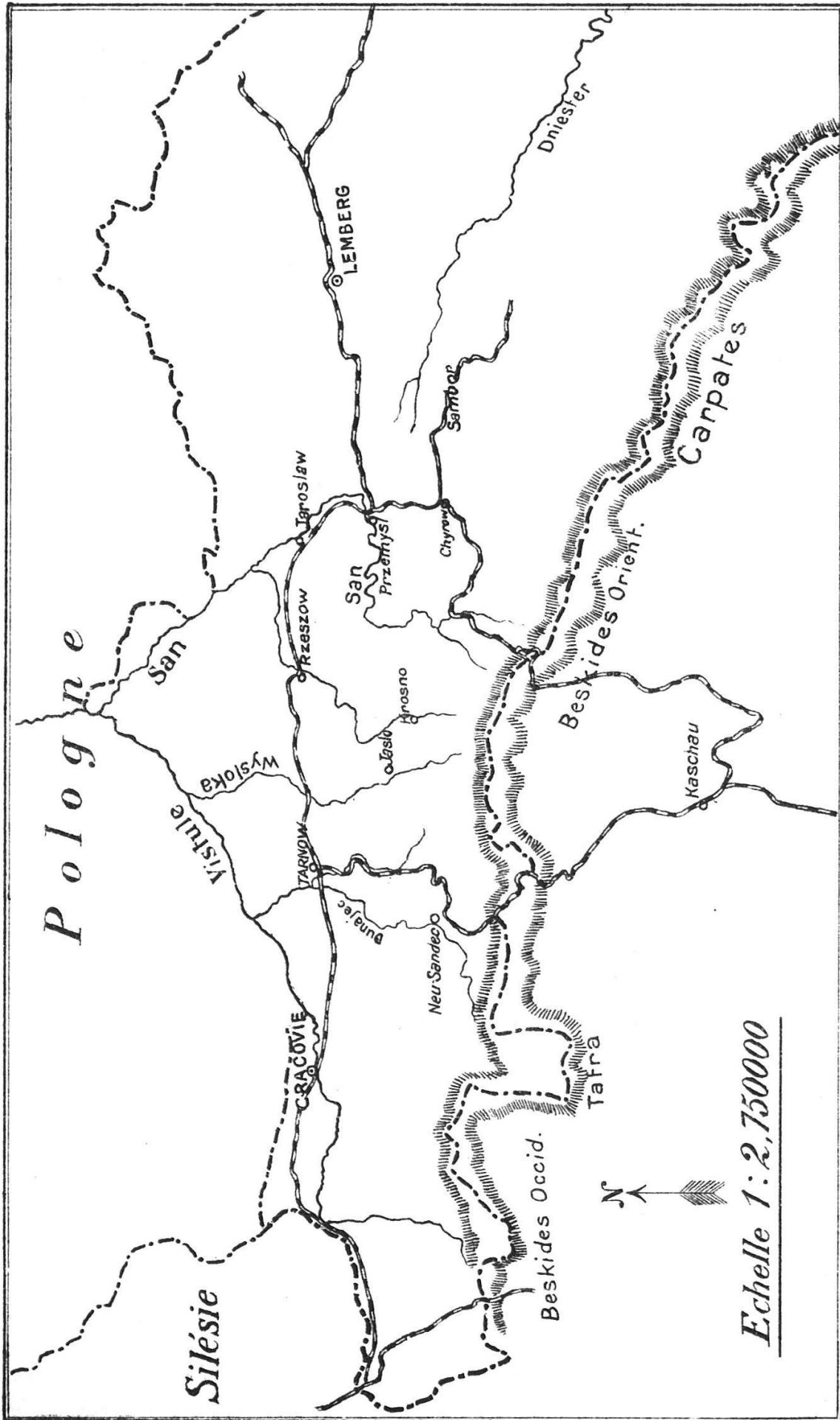
²N° 37 du 15 septembre.

³N° 87.

Manœuvres impériales autrichiennes en Galicie.

Revue Militaire Suisse

Pl. XXXII.



nouveaux canons à tir rapide de l'artillerie de campagne autrichienne, ne seront pas en mesure d'effectuer la totalité de cette livraison. La maison Skoda à Pilsen doit avoir entamé des pourparlers en Westphalie pour la fourniture d'une partie de ses aciers à canons.

CHRONIQUE AUTRICHIENNE

(De notre correspondant particulier.)

Manœuvres impériales en Galicie. — Essais de voitures automobiles. — Expériences nouvelles d'aérostation. — Lancement d'un navire de guerre à Trieste. — Mission militaire austro-hongroise aux manœuvres françaises.

Pendant la seconde semaine de septembre ont eu lieu, dans la Galicie centrale, sous les yeux de l'empereur, les grandes « manœuvres d'armées » austro-hongroises. Des masses de troupes considérables — plus du quart de l'effectif de toute l'armée — y ont pris part cette fois. Il y avait, sur le champ de manœuvres, 168 bataillons d'infanterie, 96 escadrons et 68 batteries, soit en tout environ 100 000 hommes, dont 15 000 cavaliers et 472 bouches à feu. Deux armées combinées à l'effectif normal de campagne ont été mises sur pied et pourvues de l'outillage de guerre le plus complet et le plus moderne, afin que les manœuvres offrent une image aussi fidèle que possible de la réalité.

Le *terrain* dans lequel les manœuvres se déroulèrent était formé de la zone limitée au sud par la chaîne principale des Beskides et des Carpates et au nord par la ligne Cracovie-Tarnow--Przemysl-Sambor (v. le croquis). Coupé de petites montagnes et de collines qui s'abaissent graduellement du sud au nord pour se transformer, à mesure que l'on se rapproche de la frontière russe, en de vastes plaines unies et sablonneuses, ce terrain contraste absolument avec la région très montagneuse dans laquelle eurent lieu les manœuvres impériales de l'année dernière, ensorte que tout fut différent cette année : l'organisation et la disposition des deux partis, aussi bien que la marche des opérations dans leur ensemble et de chaque combat en particulier. Comparées aux précédentes manœuvres, celles qui viennent de se terminer furent caractérisées par le rôle beaucoup plus actif qu'y jouèrent les grands corps de cavalerie et d'artillerie.

Les *lignes de communication* ne manquent pas sur le théâtre des manœuvres. En général, les routes suivent plutôt le fond des vallées, mais on trouve aussi, sur les hauteurs, de bonnes chaussées carrossables, reliées entre elles par des voies transversales.

Le terrain adjacent laisse à désirer au point de vue de sa *viabilité*. Les couches argileuses et calcaires qui forment, à de faibles profondeurs, la substructure du sol, empêchent l'écoulement normal des eaux de surface,

ensorte que le terroir s'amollit sous de fortes pressions, ce qui gène les troupes dans leur marche et nuit surtout à la liberté des mouvements des trains.

Au point de vue du *logement des troupes*, le terrain de manœuvres n'offre que peu de ressources. A la vérité, les villes et villages y sont assez nombreux, mais la population en est pauvre et les localités ne possèdent pas beaucoup de cantonnements spacieux, ensorte que les troupes durent fréquemment faire usage de leurs tentes-abris.

L'ordre de bataille pour les deux armées était le suivant :

1^{re} armée (Parti est; point d'insigne distinctif) :

Commandant : Feldzeugmeister von Galgotzy.

1^{er} corps, à 3 divisions : Feldzeugmeister von Albori.

6^e » Lieutenant Feldmaréchal von Pokorny.

7^e division de cavalerie : Major général von Brudermann.

En tout : 82 bataillons,

38 $\frac{1}{4}$ escadrons,

204 pièces,

4 compagnies de pionniers, etc.

2^e armée (Parti ouest; insignes distinctifs) :

Commandant : Feldzeugmeister baron Waldstätten.

10^e corps, à 2 divisions : Lieutenant Feldmaréchal baron Mertens.

11^e » Feldzeugmeister Fiedler.

Corps combiné : Lieutenant Feldmaréchal von Horsetzky.

6^e division de cavalerie : Lieutenant Feldmaréchal comte Auersperg.

En tout : 86 bataillons,

54 $\frac{3}{4}$ escadrons,

268 pièces,

4 compagnies de pionniers, etc.

Les deux quartiers généraux d'armées, ainsi que ceux de corps et de divisions, furent organisés à peu près comme en cas de guerre. L'effectif des troupes fut augmenté par l'appel des réservistes et chaque homme portait sa réserve de munitions et ses rations de vivres supplémentaires, comme encampagne.

A chaque corps fut attaché un détachement de téléphonistes avec 4 appareils et 60 km. de fils. Chaque régiment de cavalerie avait formé une patrouille de renfort indépendante de 8 cavaliers complètement équipés. La direction des manœuvres avait, en outre, à sa disposition les lignes de chemins de fer et de télégraphes situées dans la zone des opérations, ainsi que quelques lignes téléphoniques particulières.

Chaque armée possédait un détachement d'aérostiers, composé de 6 officiers et 87 hommes avec 40 chevaux, le parc nécessaire, un ballon cerf-volant complet et une installation de réserve pour une station d'ap-

provisionnement avec 120 tubes de gaz remplis et un ballon sphérique complet avec son câble.

La direction des manœuvres disposait, à titre d'essai, d'une voiture automobile à quatre places et d'une voiturette; chaque commandant d'armée d'une voiture légère et chaque quartier-général de corps — à l'exception de celui du 10^e corps — d'une voiture et d'un camion automobile.

Les deux corps de cavalerie des deux armées ennemis commencèrent leur service le 10 septembre, premier jour des « manœuvres d'armées », à 7 heures du matin.

La *supposition générale* pour le commencement des manœuvres était la suivante :

Pour la 1^{re} armée : La 2^e armée ennemie, venant de Jaroslaw-Chyrow a franchi le San et s'avance dans la direction de Tarnow-Neu Sandec. La 1^{re} armée se concentrera dans le plus bref délai possible pour repousser l'ennemi.

Pour la 2^e armée : Une armée ennemie venant en partie de la Galicie occidentale et en partie de la Hongrie, se concentre dans la région de la Wisloka supérieure.

La 2^e armée s'est avancée au-delà de Jaroslaw-Chyrow et a pour mission de poursuivre sa marche offensive jusqu'à Cracovie par Jaslo-Neu Sandec.

Sur la base de cette supposition générale, la direction des manœuvres prescrivit aux deux armées en présence la situation initiale que chacune d'elles devait occuper le 10 septembre au soir. Ce jour-là, le front d'opérations de la 1^{re} armée, non encore concentrée, avait un développement d'environ 85 km.; celui de la 2^e armée s'étendait sur une longueur de 60 kilomètres. Les lignes d'infanterie les plus avancées se trouvaient à plus de 60 km. l'une de l'autre; les corps de cavalerie avaient poussé en avant jusqu'à une distance réciproque de 40 km. On avait ainsi ménagé un espace suffisant pour permettre aux deux partis de préparer et d'exécuter leur service de reconnaissance stratégique.

Le front d'opérations de l'armée est — première — qui était encore le 11 au soir de 45 km., fut réduit le 12 à 16 km. Celui de l'armée ouest — deuxième — qui mesurait, le 11 au soir, 40 km., n'était plus, le 12, que de 14 km. Les deux divisions de cavalerie se trouvaient aux ailes sud de chaque armée. La 6^e division avait marché sur deux colonnes. Un de ses régiments, qui s'était laissé envelopper par une brigade de cavalerie ennemie, fut, pendant deux heures, déclaré hors de combat par les arbitres. La brigade assaillante trouva, pour son attaque, qui avait lieu à la descente, un terrain difficile. Néanmoins, elle chargea avec un bel entrain et aucun homme ne tomba de cheval, ce qui était d'autant plus remarquable que le sol était très glissant et raviné de dangereuses fondrières.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail de ces manœuvres qui, bien qu'elles aient été peu favorisées par le beau temps, offrirent, au point de vue stratégique et tactique, une foule de particularités intéressantes et instructives. Elles se terminèrent le 15 septembre par la « bataille de Jaslo ».

Cette « bataille » fut introduite, entre 9 et 11 h. du matin, par un vaste combat, d'heure en heure plus intense, d'artillerie. Pendant ce temps, les divisions de l'armée ouest allaient se mettre à couvert derrière des ouvrages de fortification volante rapidement établis et celles de l'armée est se groupaient pour se préparer à l'attaque. A 10 h. du matin, l'infanterie ouvrait, de part et d'autre, le feu, qui redoubla peu à peu d'intensité, sur toute la ligne, lorsque les réserves entrèrent en action.

L'armée Est — 2^e — effectua son attaque principale avec 38 bataillons et 96 pièces. Le commandant de l'armée ouest — 1^{re} — fit avancer sa réserve d'armée : la 39^e division honvéd, pour renforcer la ligne de feu, mais la marche de cette division fut retardée par la rareté des communications et par les difficultés du terrain qu'elle avait à parcourir, ensorte qu'à 1¹/₂ h. de l'après midi, elle n'avait pas encore atteint le front du combat.

Dans ces conditions, il paraissait douteux que l'armée ouest eût réussi à résister à l'attaque vigoureusement menée de l'adversaire, à faire échouer sa tentative de percer les lignes ennemis et, conformément à la tâche qu'elle avait à remplir, à contenir l'armée Est et à l'empêcher de poursuivre sa marche sur Cracovie.

A ce moment critique, l'Empereur, qui, de divers points du théâtre des opérations, avait suivi très attentivement toutes les péripéties de la bataille, donna l'ordre de faire cesser les feux, ce qui mit fin à l'exercice et aux manœuvres impériales en général.

Disons en passant que la 39^e division honvéd, qui, le 14 septembre, à la « bataille » de Krosno, avait déjà joué le rôle de réserve de l'armée ouest, n'eut pas une seule fois, pendant tout le cours des manœuvres impériales, l'occasion de tirer un coup de fusil.

Notons en outre qu'en fractionnant les deux armées d'une manière différente, c'est-à-dire en répartissant la première en deux corps de 3 divisions chacun et la seconde en trois corps ayant chacun 2 divisions, la Direction des manœuvres avait voulu se rendre compte de la valeur comparative, au point de vue tactique, de chacun des deux modes de fractionnement des troupes. De même qu'aux grandes manœuvres de 1893, à Guns, — les premières et les seules « manœuvres d'armée » qui avaient eu lieu, jusqu'en septembre dernier, en Autriche-Hongrie — on constata, cette fois encore, qu'il vaut mieux former des corps à 3 divisions. Le commandant du corps dispose ainsi de trois unités qu'il peut employer les deux premières en avant-ligne et la troisième comme réserve, ensorte

que, pour former ses troupes en ordre de bataille, il n'a pas besoin, dans la règle, d'emprunter des divisions à d'autres corps.

Durant les deux journées de « batailles », du 14 et du 15 septembre tous les mouvements, tant offensifs que défensifs, des troupes s'effectuèrent avec beaucoup d'ordre, de régularité et de correction. La conduite du feu, tant d'artillerie que d'infanterie, ne laissa rien à désirer et, en général, les troupes surent fort bien tenir compte des effets probables de leur propre feu.

La bonne tenue des troupes, malgré les fatigues et les privations qu'elles avaient endurées les jours précédents, leur entrain et la propreté de leurs uniformes frappèrent vivement les officiers étrangers qui assistaient aux manœuvres.

La critique eut lieu le 16 septembre dans la matinée, sous la tente des généraux et en présence de l'Empereur. Elle fut présentée par le chef de l'état-major général baron Beck, qui, en s'aidant de nombreux croquis de situations chromo-lithographiques, retraca, d'une manière très claire, la marche générale des manœuvres finales dans une conférence extrêmement instructive qui dura trois heures.

L'Empereur exprima ensuite la vive satisfaction que lui avaient procurées la bonne marche et l'heureuse conclusion des manœuvres de cette année ; il complimenta les commandants, les officiers et les troupes et remercia d'une manière particulièrement cordiale le Feldzeugmeister baron Beck de l'infatigable dévouement avec lequel il avait rempli sa tâche de Directeur en chef des manœuvres.

Après quoi, le grand-duc Rainer, en sa qualité de doyen des généraux présents, prit la parole pour haranguer l'Empereur. Il le remercia d'abord au nom des généraux et du corps des officiers, puis il lui présenta, en termes chaleureux, les félicitations et les vœux de toute l'armée à l'occasion du 70^e anniversaire de sa naissance. S. M., profondément touchée, remercia en quelques mots.

A 5 h. de l'après midi, l'Empereur, frénétiquement acclamé par la population, monta en wagon à Jaslo pour rentrer à Vienne.

Pour le *transport des troupes* dans leurs garnisons respectives, on avait établi à Jaslo un service de campagne de transports par chemin de fer.

Devaient être transportés :

82 212 officiers, sous-officiers et soldats ;
6 223 chevaux ;
320 voitures.

Le transport fut organisé de telle façon que le I^e corps fut évacué sur la ligne Jaslo-Rzeszow-Cracovie ; le corps combiné sur la ligne Jaslo-Rzeszow-Przemysl ; le VI^e corps sur la ligne Jaslo-Orla-Kaschau, et les X^e et XI^e corps sur la ligne Jaslo-Neuzagorz-Przemysl-Lemberg.

Les troupes furent transportées par 151 trains complets, savoir :

Le Ier corps par 25 trains.

» corps combiné » 8 »

» VI^e corps » 50 »

» X^e » » 31 »

» XI^e » » 37 »

Trois autres trains furent, en outre, nécessaires pour le transport du personnel et des chevaux de la Direction des manœuvres.

Les *départs* commencèrent le 16 et eurent lieu comme suit :

Le 16 à 6 h. 20 soir pour le Ier corps

» » 11 h. 57 » » » combiné

» 17 à 4 h. — matin » IV^e »

» » 2 h. — soir » X^e »

» » 4 h. — » » XI^e »

Les *arrivées* des troupes à leur lieu de destination se suivent dans l'ordre ci-après :

Le 18 à 5 h. soir pour le Ier corps et le corps combiné

» » 8 h. » » IV^e »

» 19 2 h. matin » X^e »

» 20 11 h. soir » XI^e »

Etant donné le fait que toutes les lignes étaient à simple voie, ces transports peuvent être considérés comme extraordinairement rapides. On peut se faire une idée de leur importance par le nombre des voitures mises en mouvement. On employa :

2909 voitures de voyageurs

1205 » de marchandises couvertes

292 » de » découvertes

Pendant les transports militaires, le service civil des chemins de fer ne subit aucune interruption quelconque.

— Dans une correspondance datée de Przemysl, le 8 septembre, la *Militär Zeitung* écrit ce qui suit au sujet des automobiles employées aux dernières manœuvres d'armées : « Les essais ont commencé le samedi 1^{er} septembre par une course de fond de Vienne à Przemysl, distance qui a été parcourue en 32 heures, sans aucun incident, par une voiture Lees-dorfer-Bollée. La route suivie a été la suivante : Vienne-Presbourg-Sillein-Lipto-Sz. Miklos-Sandec-Jaslo-Przemysl. Les Carpates ont été franchies deux fois; le Tatra une fois. La voiture a escaladé des hauteurs jusqu'à 1000 m. La rampe la plus forte a été de 230 m. sur 1 km. 50. »

— D'intéressantes expériences d'aérostation ont été entreprises cet été, au camp de Bruck, par l'Institut aérostatisque militaire. Tandis que jusqu'ici, les ballons sphériques étaient seuls employés pour les ascen-

sions libres, on a essayé d'utiliser, pour ce genre d'ascensions, un ballon cerf-volant (Drachenballon). L'essai a parfaitement réussi. Une autre expérience, plus audacieuse celle-là, a été tentée avec un ballon captif. Il s'agissait de libérer le ballon, pour voir ce qui adviendra au cas de rupture volontaire ou involontaire du câble, par exemple au cas où il serait atteint et coupé par un projectile ennemi. Au moment où le câble fut détaché, l'aérostat subit une secousse violente et repartit d'un bond dans les airs. Là-dessus, l'appareil de ventilation automatique ayant régulièrement fonctionné, le gaz s'échappa peu à peu du ballon, en sorte que celui-ci se mit à redescendre lentement. La nacelle finit par toucher le sol et l'officier qui la montait put atterrir, sans aucune difficulté, après un voyage de 19 km.

— Le 9 septembre a eu lieu à Trieste, dans la rade du *Stabilimento tecnico Triestino*, le lancement solennel du nouveau navire de guerre, le *Habsbourg*, un cuirassier côtier d'une capacité de 8340 tonnes. Son armature puissante, ainsi que les nombreuses pièces dont il est pourvu, font du *Habsbourg* un des plus redoutables bâtiments de notre marine de guerre.

— Aux grandes manœuvres de cette année, en France, chacune des puissances de la Triple-Alliance était représentée par des délégués. La mission militaire austro-hongroise était composée du major général von Versbach, brigadier d'infanterie à Vienne; du colonel d'infanterie Tarbuck qui a servi dans le génie avant de passer à l'état-major, et du capitaine d'état-major général — sorti de la cavalerie — comte Herberstein, qui vient d'être nommé attaché militaire à Paris et qui doit se rendre très prochainement à son poste.

D'autre part, l'attaché militaire français à Vienne, marquis de Laguiche, qui, après une absence de sept mois à l'étranger, a assisté aux manœuvres impériales en Galicie, vient de rentrer à Vienne et y restera désormais.

CHRONIQUE ESPAGNOLE

(*De notre correspondant particulier.*)

Nécrologie : le maréchal Martinez Campos. — Fin des vacances. — Projets de réformes : nouvelles zones de recrutement ; — suppression des régiments de réserve ; — création de nouvelles batteries ; — nouvelle organisation d'une partie du génie ; — service obligatoire. — Acquisition du matériel à tir rapide. — Propagande du tir. — Réglementation des cercles militaires. — Une opinion sur l'armée suisse.

Vous avez déjà appris le décès du maréchal Martinez Campos, la personnalité de l'époque la plus en vue de notre armée. Quelques mots à son sujet paraissent donc de mise.

Il naquit en 1831 et fit ses études à l'ancienne Académie d'état-major, d'où il sortit, en 1852, avec le grade de premier-lieutenant. Après avoir terminé son stage réglementaire dans les corps de troupe, il fut définitivement classé dans l'état-major, où, à cette époque de barricades et de troubles continus, il était facile d'avancer rapidement. Aussi, à 39 ans, Martinez Campos avait-il déjà l'écharpe de général de brigade ; mais, comme il n'avait été jusqu'alors qu'un soldat faisant bravement son devoir, son nom n'était guère connu que de ses chefs et de ses camarades. C'est en 1873 que son histoire politique et, avec elle, sa popularité commencent : il commandait une division de l'armée qui opérait, dans les provinces du Nord, contre les carlistes, en ce moment très puissants. Il se distingua dans les affaires de las Mûnecas, de Galdames, et plus particulièrement, lorsque toute l'armée dut battre en retraite, après le désastre de Montemuro, qui coûta la vie au général en chef, marquis del Duero. Déjà alors, Martinez Campos tenta de profiter du désarroi que cette défaite avait causé dans les rangs de l'armée libérale pour se prononcer en faveur du fils de la reine Isabelle II, détrônée en 1868 ; toutefois ses plans ne purent se réaliser, faute d'éléments disposés à les seconder.

Cependant le gouvernement de la République, qui flairait quelque chose de suspect, n'aurait certainement pas hésité à destituer cet officier général, — qui du reste ne cachait pas ses vives sympathies pour la famille royale exilée, — sans l'intervention du ministre de la guerre, qui se porta garant pour Martinez Campos et affirma que celui-ci avait des sentiments trop nobles pour nourrir aucune idée de trahison envers le pouvoir légal.

Peu de mois après, ce général demandait, pour raisons de santé, à être relevé de ses fonctions ; son vrai but était cependant de s'assurer plus de liberté, afin de travailler, de concert avec Canovas, à la restauration des Bourbons. Celui-ci ne jugeait pas les circonstances suffisamment favorables pour tenter un coup de main ; mais, malgré l'opinion du chef des conspirateurs, le général Martinez Campos, n'écoutant que son caractère bouillant et primesautier, se décida à agir sur-le-champ, quitta en secret Madrid, le 23 décembre 1874 au soir, et le lendemain se mettait à la tête de la division Daban, à Sagonte (Valence), proclama roi d'Espagne, sous le nom d'Alphonse XII, le prince des Asturies. Cette restauration se fit sans effusion de sang.

On dit que les rois sont ingrats. Martinez Campos ne put en dire autant. La dynastie que le peuple espagnol avait cru enterrer pour toujours sur le champ de bataille d'Alcolea, n'oublia point celui qui lui avait rendu la couronne et le combla de biens et d'honneurs. Alphonse XII le nomma d'emblée lieutenant-général et commandant en chef de l'armée de Catalogne, à la tête de laquelle il entreprit une vigoureuse campagne contre les carlistes. Il les obligea à prendre position au delà de la ligne de l'Ebre, leur enleva la place de Seo de Urgel, qui de fait était leur arsenal, et,

après une longue série de combats, contraignit enfin les principaux *eabecillas*, Gamundi, Miret, Saballs et autres, à se réfugier en France; les bandes qui restaient encore en Espagne se dispersèrent peu à peu ou réclamèrent *l'indulto*. Castells, le dernier chef carliste, qui, avec quelques milliers de volontaires, sembla braver, pendant quelque temps encore, la poursuite des troupes libérales, se vit à son tour, le 16 novembre, forcé de passer les Pyrénées. Au bout de peu de mois, la campagne de Catalogne fut terminée, les armées du Centre et de Catalogne dissoutes et leurs éléments servirent à former, sous les ordres de Martinez Campos, une armée dite de droite ou de Navarre.

Le plan de campagne, élaboré à Madrid, consistait à isoler de la ligne des Pyrénées l'armée de Don Carlos, qui tenait encore dans les provinces basques, et cela, grâce à un mouvement combiné des armées de Guipuzcoa et de la haute Navarre. Une fois la retraite de l'ennemi coupée du côté de la France, ces deux armées, appuyées par celle du Nord, devaient, par un mouvement concentrique, resserrer de plus en plus le cercle de fer, qui était déjà fermé au Sud, de manière à rejeter le prétendant dans les montagnes. L'armée de Navarre se composait de deux corps et d'une division de réserve. Le général Martinez Campos, avec le corps de Blanco et la division de réserve, se chargea d'enlever à l'ennemi son refuge naturel et confia au général Primo de Rivera le second objectif, soit la prise des formidables positions d'Estella. Le 29 janvier 1876, le général en chef, avec la division de réserve, et le général Blanco, avec son corps d'armée, se dirigèrent vers le Nord, le premier par la route de Vera et le second en remontant l'Arga. Les deux colonnes franchirent, sans difficulté, le col de Velate, pénétrèrent dans le val de Bartzan et, le 1^{er} février, les avant-gardes de la cavalerie atteignaient la frontière française. Obligé par cette marche hardie à porter en arrière sa ligne de défense, l'ennemi appuya sa gauche à la montagne de Pena Plata, dont le versant nord appartient à la France et, de cette manière, les carlistes échappèrent au danger d'être tournés. C'est devant cette ligne que Martinez Campos s'arrêta, afin de reconstituer ses bataillons, qu'une marche pénible dans les montagnes avait quelque peu disloqués, mais le mauvais temps le força à rester dans ses quartiers jusqu'au milieu de février.

En attendant, Primo de Rivera emportait Oteiza, les positions de Dicastillo et Monte Jurra et entraînait à Estella. Le 19 février, après s'être emparé des positions de Pena Plata, Martinez Campos entraîn à Vera ; la vallée de la Bidassoa était conquise. Le corps d'armée de Blanco descendit alors la rivière sans rencontrer d'obstacles et arriva le 20 février à Irun, fermant ainsi le dernier anneau de la chaîne qui enserrait complètement les restes débandés de l'armée carliste.

Tous ces succès valurent à Martinez Campos le bâton de maréchal, et, en octobre 1876, il fut nommé commandant en chef de l'armée de Cuba

recevant pleins pouvoirs pour traiter avec les insurgés. Ce fut lui qui dirigea la campagne et les négociations qui aboutirent à la paix du Zanjon, après laquelle il fut décoré de la Toison d'Or, puis, à son retour en Espagne, en 1879, il occupa divers hauts commandements. Il était capitaine général de Catalogne, lorsque, en 1893, un anarchiste du nom de Pallas, lui lança une bombe, au moment où la garnison de Barcelone défilait devant lui, et qu'il échappa miraculeusement à la mort.

Martinez Campos commandait également l'armée de Melilla, lors des événements de 1894, — événements encore trop récents pour qu'il soit nécessaire de rappeler l'insuccès de cette expédition, — conduite de façon telle qu'elle ne servit qu'à démontrer, à nos ennemis, la faiblesse de nos institutions militaires, et partant à décider de notre perte.

Nous passerons aussi sous silence le dernier commandement de l'éminent militaire à Cuba : la politique qu'il y déploya ne fut pas du goût du gouvernement de M. de Canovas et le maréchal se vit remplacer par le général Weyler.

En outre, Martinez Campos fut plusieurs fois ministre de la guerre, une fois président du Conseil des ministres et, à sa mort, il occupait le poste de président du Sénat.

Ce n'est point à un modeste chroniqueur qu'il appartient de faire une critique minutieuse du soldat de la Restauration, tâche extrêmement difficile, attendu qu'elle comprend l'analyse de toute une époque de notre histoire contemporaine, aussi bien que la psychologie fort complexe du maréchal.

Au point de vue militaire, Martinez Campos appartenait à l'école des généraux français d'Afrique et de Crimée, à l'extérieur martial, braves jusqu'à la témérité, sachant se faire adorer du troupier et qui, sans être dotés d'un génie spécial et peu initiés aux grands principes de l'art de la guerre, étaient cependant doués d'un instinct subtil, grâce auquel ils étaient arrivés à jouir des bienfaits de la gloire et à créer une auréole autour de leur nom. Notre vaillant général n'eut jamais à combattre que des bandes carlistes et les *mambises* et, pour ce genre de *guerrillas*, il était assez habile et assez plein de bravoure pour s'assurer un brillant état de service, surtout à une époque où le gouvernement tenait à sa disposition, outre de grandes ressources de guerre, des arguments comptants et sonnans qui finissaient par avoir raison de nombre de *cabecillas*, désireux de se faire une position pour leurs vieux jours. Cette tactique, consistant à faire la guerre par d'autres moyens que par les armes, nous procura la paix du Zanjon, qui ne fut pas une paix, mais une simple trêve, dont l'expiration était inévitable le jour où les fonds qui la soutenaient seraient épuisés. C'est ce qui arriva. Martinez Campos voulut de nouveau recourir à sa tactique d'attraction lors de la dernière insurrection de Cuba. L'argument fut inutile, d'autres offraient davantage que lui, sa tentative ne servit qu'à dévoiler notre faiblesse et le coup nous fut donné.

Martinez Campos fut incontestablement un homme honnête et un soldat distingué, sa seule faute est de s'être laissé prendre à l'engrenage de la politique, pour laquelle il n'avait, du reste, aucune aptitude, et d'avoir fait de cette politique le but de sa vie. Cette disparité entre son naturel et les actes de sa vie le mena constamment à des résultats diamétralement opposés à ses intentions. Enthousiaste de la liberté et de la démocratie, c'est lui qui a ouvert les portes à la réaction théocratique et, celui qui avait toujours éprouvé certaine répugnance à prendre place au Conseil des ministres ne permettait pas que quelque autre reçut un portefeuille sans son assentiment ; il se posa en régulateur des partis monarchiques dans leur avènement au pouvoir. Lui dont les goûts étaient simples et qui se plaisait souvent à manger l'ordinaire du soldat, se gratifia un jour, en plein Parlement, de l'épithète de « Prince de l'armée » ; lui qui ne voulut jamais changer son nom plébéien contre aucun des titres de noblesse qui lui furent tant de fois offerts, sollicita et obtint, pour deux de ses fils, la haute dignité de « Grand d'Espagne » avec, pour l'un, le titre de duc de la Seo de Urgel, et, pour l'autre, celui de marquis de Baztan ; lui, enfin, qui aimait passionnément sa patrie et aurait volontiers donné son sang pour elle, ne sut pas, quand il en était temps encore, empêcher la catastrophe qui lui a arraché une partie de son territoire.

Cette contradiction perpétuelle, qui fut Martinez Campos, s'explique déjà dans la lutte intérieure qu'il dut soutenir le jour de Sagonte, lorsque ses qualités incontestables d'honnêteté et de loyauté s'insurgeaient contre son acte d'indiscipline et d'illégalité, à tel point que, plus d'une fois, il affirma publiquement qu'on aurait dû le fusiller ; mais, d'un autre côté, il ne pouvait renoncer au rôle de tuteur des institutions qu'il s'était octroyé. Il voulut être et ne pas être ; tel est le mot de l'éénigme.

La mort de Martinez Campos est une grande perte pour le trône, dont la destinée était si intimement liée à la sienne et auquel il était profondément dévoué. L'Espagne voit disparaître en lui un vaillant soldat ; mais, malgré tout, il est à souhaiter qu'il soit le dernier de ces officiers qui ont enrichi le vocabulaire étranger du mot *pronunciamiento* et dont la gloire rappelle ces néfastes guerres civiles qui ont ensanglé et appauvri le pays et l'ont empêché d'avoir sa part de bonheur, en marchant comme les autres dans les voies du progrès. L'armée n'aura certainement qu'à gagner en substituant un technicien au général politique.

Le maréchal Martinez Campos n'aura pas de successeur dans les cadres de l'état-major général, sa vacance ne sera pas repourvue ; cette décision a valu au ministre de la guerre les félicitations de tous ceux qui aiment sincèrement l'armée et qui, par conséquent, ne cherchent pas à la flatter et à fomenter les égoïsmes de classe.

Il nous reste encore quatre maréchaux (le comte de Cheste, Lopez Dominguez, Primo de Rivera et Blanco) et, quoique ce soit le nombre prévu par la loi de 1894, il est à souhaiter qu'à l'avenir, lorsqu'il se pro-

duira quelque nouvelle vacance de maréchal, elle ne soit pas comblée. Les généraux auxquels pourrait revenir l'avancement à ce grade supérieur devraient se rappeler la noble conduite du général Azcàrraga, qui estimant que ce titre revient uniquement à ceux qui ont rendu des services de guerre tout à fait extraordinaires, a déjà refusé le bâton. Le souvenir de nos guerres passées est triste et quatre maréchaux pour notre armée sont déjà trop, aussi serait-il à désirer que le nombre en fût encore réduit.

Il est certain que si le général Azcàrraga eût continué au ministère de la guerre, surtout si l'on en juge par la régularité dont il a fait preuve dans la réduction de l'excédent d'officiers que nous ont laissé les dernières guerres, le vœu de l'opinion impartiale aurait été exaucé. Au mois de septembre passé, par exemple, il n'y a pas eu de promotion d'officiers dans les cadres actifs de l'infanterie; seuls un capitaine, deux premiers-lieutenants et un second-lieutenant ont eu de l'avancement. Dans les autres armes, le mouvement des grades a été analogue : deux généraux de division (l'un d'eux est le général Toral, qui signa la capitulation de Santiago) et un général de brigade ont atteint la limite d'âge et passé au cadre de réserve. Ces vacances ont été données à l'ancienneté.

Dans les cadres actifs de l'état-major général, figurent maintenant 4 maréchaux, 41 lieutenants-généraux, 66 généraux de division et 173 de brigade; total, 284 officiers généraux. Dans les cadres de réserve, il y a 10 lieutenants-généraux, 46 généraux de division et 130 de brigade ; total, 186. Nous avons donc, en tout, 470 officiers généraux contre 500 que nous avions en 1899; on a « amorti », par conséquent, en une année, 30 vacances, soit environ le 6% des emplois. Au cadre de réserve, un peu plus du 20% de l'excédent a été réduit de manière que, dans quatre ans d'ici, nous serons près du chiffre de 214 officiers généraux fixés par la loi. Espérons que ce nombre sera encore diminué.

* * *

On sait enfin quelque chose concernant les projets de réformes que le ministre de la guerre se propose de soumettre aux Chambres, lors de leur prochaine rentrée. Comme il était à prévoir, il ne s'agit pas d'apporter des changements radicaux à nos institutions militaires. Dans ma précédente chronique, je vous ai expliqué les raisons qui, à mon avis, s'y opposent et, malheureusement, mes craintes ne paraissent que trop fondées. On se contente de créer 118 zones de recrutement au lieu des 62 circonscriptions territoriales que nous avons maintenant; de cette manière, chaque zone se composera de localités appartenant à la même province et les opérations seront simplifiées. Les 58 régiments de réserve seront supprimés : actuellement, au moment de la mobilisation, il faut d'abord compléter les régiments actifs et former ensuite, avec les hommes disponibles

de la première réserve, les 1^{ers} bataillons des régiments de réserve. Les autres réservistes servent à former les 2^{mes} bataillons de ces régiments, dont les cadres seuls existent en temps de paix. A l'avenir, les réservistes, avec instruction militaire, complèteront les bataillons actifs, et les autres, avec les hommes de la seconde réserve, serviront à organiser de nouveaux bataillons, sur la base des dépôts.

Dans l'artillerie, chaque régiment de campagne sera doté d'une batterie de plus, au fur et à mesure que les unités recevront le matériel à tir rapide. Il sera organisé, à Ceuta, une nouvelle batterie de montagne et les batteries des Baléares et des Canaries seront affectées aux bataillons d'artillerie de place, qui deviendront des unités mixtes. Dans le génie, les services actuellement séparés d'aérostation, de télégraphie optique et les colombiers militaires seront groupés en une même brigade ; de plus, un crédit est sollicité pour l'achat d'un tronçon de voie ferrée (Madrid-S. Martin de Valdeiglesias).

Il est aussi question du service militaire obligatoire et effectif pour tous, mais les lignes de ce projet sont tellement vagues que je doute fort de sa réalisation dans ces termes. On créerait, dans chacune des 8 régions de corps d'armée ou capitaineries générales, un bataillon dit d'instruction, qui recevrait des jeunes gens ayant fait certaines études et qui s'engageraient à s'équiper à leurs frais et à pourvoir à leur entretien. Au bout de huit mois, ils seraient promus *alfereces* et, quand ils auraient servi dans ce grade trois mois, ils rentreraient dans leurs foyers, emportant le brevet de second lieutenant de la réserve. Tout cela doit être accepté sous bénéfice d'inventaire.

Si, à ces quelques réformes, vous ajoutez encore l'intention d'augmenter, d'une part, les effectifs des bataillons d'infanterie, et de prendre d'autre part, des mesures tendant à réduire le nombre des hommes qui échappent, sous différents prétextes, aux exercices et corvées réglementaires, vous aurez une idée approximative des réformes que renferme le projet de budget, élaboré pour l'année prochaine par le général Azcarraga ; ce projet, il ne sera pas appelé à le défendre à la Chambre, car il quitte le ministère pour occuper la présidence du sénat. Lorsque cette chronique paraîtra, le nom de son successeur sera déjà connu ; pour le moment tout est conjectures. Il a beaucoup été question, pour ce poste, du général Delgado, chef de la maison militaire du roi et capitaine général par intérim de la Catalogne ; c'est un officier peu connu, mais très bien vu à la cour, ce qui aurait déjà suffi pour qu'il reçût le portefeuille de la guerre. Cependant, il paraît qu'il ne se juge pas à même de mener à bonne fin une campagne parlementaire et force a été d'éliminer sa candidature. Puis on a également cité les noms des généraux Molto, Marin et Gamir. Qui

qu'il soit, le nouveau ministre aura beaucoup à lutter pour obtenir l'augmentation de 12 millions de pesetas sur le chiffre qui figure dans le budget de cette année pour nos dépenses militaires. Le ministre des finances insiste sur la nécessité d'ajourner certaines dépenses à des temps meilleurs, et n'est disposé à donner que l'argent nécessaire à l'acquisition de canons à tir rapide : au fond, il a raison et il serait compréhensible qu'il refusât net toute espèce d'augmentation tant qu'il ne lui sera pas présenté un plan complet de réorganisation militaire, en tout conforme à nos moyens, à nos besoins et à ceux de l'époque où nous vivons.

La question de l'achat de nouveau matériel d'artillerie a suscité pas mal de critiques plus ou moins fondées. Par décret du 6 août, le ministre de la guerre fut autorisé à acquérir, de maisons étrangères dont on lui laissait le choix, 144 pièces à tir rapide. Fondé sur le rapport de la Commission d'expériences, le ministre décida d'acheter le matériel de 4 régiments, soit 96 canons de St-Chamond, 24 du Creusot et 24 de la maison Krupp, laquelle fournirait, en outre, tous les avant-trains, les voitures et 144 000 projectiles. C'est alors que les critiques, — il y en a partout, — ont commencé à murmurer que le gros de la commande étant dévolu à St-Chamond, il était pour le moins logique de supposer que son canon avait été reconnu, par les techniciens, supérieur aux autres et que, par conséquent, on ne comprenait pas pourquoi nous aurions un régiment armé du canon Krupp et un autre du canon du Creusot. Car, tout en admettant que ces deux usines auront à livrer des canons tirant les mêmes munitions que St-Chamond, toujours est-il qu'il existera de sensibles différences entre eux et que, par conséquent, on se crée sans nécessité des difficultés. Il nous paraît à nous que ces critiques sont intempestives, car, malgré le décret du 6 août, l'acquisition du matériel est loin d'être chose faite. C'est le ministre des finances qui a maintenant la parole...

* * *

Les travaux pour la propagande des exercices de tir semblent en voie de donner d'excellents résultats. Le 22 septembre, un concours de tir pour militaires et civils a eu lieu à Barcelone, avec grand succès; on en annonce un autre, à Saragosse, pour le mois d'octobre. Quant à la Société nationale de tir, elle possède déjà, dans les environs de Madrid, de vastes terrains, que lui a cédés le ministre des Travaux publics; les travaux pour la construction d'un grand stand commenceront incessamment et le ministre de l'Instruction publique vient de promettre à cette société de l'appuyer auprès de la jeunesse des universités et des lycées.

* * *

Il paraît que le ministre de la guerre se propose de réglementer sévèrement les cercles dits « Casinos militaires ». Il défendra, d'une manière

absolue, qu'il s'y pratique aucun jeu de hasard et ne tolérera pas l'existence de cercles exclusivement consacrés à une arme ou à une collectivité, mais seulement ceux qui seront accessibles à tous les officiers sans distinction. Aux autorités militaires incombera la surveillance et, au besoin, la fermeture de ces cercles, au cas où ils ne respecteraient pas les règlements.

Je crois vous faire plaisir en vous communiquant l'impression du major d'état-major Xavier de Manzanos, chef de la délégation espagnole, à l'endroit de vos dernières manœuvres du III^e corps d'armée. Voici ce que cet officier supérieur m'a écrit : « J'ai été enchanté des manœuvres, car, tant dans les marches que dans tout ce qui se rapporte à l'instruction et à la discipline, j'ai trouvé le soldat suisse excellent. Il est doué d'un grand esprit militaire et de beaucoup de bonne volonté, et sur ces qualités se base, en définitive, le développement de toute armée. Quant aux officiers, j'ai conclu qu'ils correspondent aux qualités du soldat : ils ont le goût de la profession des armes, ils connaissent la nécessité d'être prêts et, en conséquence, ils s'instruisent et sont parvenus à un degré supérieur. Le haut commandement suit la même proportion et, en somme, ces milices peuvent être présentées comme des modèles et seraient en mesure d'opposer une résistance terrible à l'ennemi le jour où elles s'y verraiient contraintes. »

CHRONIQUE FRANÇAISE

(*De notre correspondant particulier.*)

Une amnistie générale. — A Saint-Cyr et à l'Ecole polytechnique. — Le mariage des militaires. — La question de l'avancement. — Quelques disparitions.

Impressions des grandes manœuvres : considérations préliminaires ; — les effectifs ; — la transmission des ordres.

Les grandes manœuvres constituent normalement l'événement capital de la saison, et je leur consacrerai une large part de la place dont je dispose. Encore ne pourrai je épuiser mon sujet en une fois et serai-je obligé de renvoyer la suite au prochain numéro.

Avant de l'entamer, d'ailleurs, j'ai à parler de mesures récentes prises par le général André et qui, alors même qu'elles ne mériteraient intrinsèquement aucune importance, en acquièrent cependant une grande grâce à la personnalité de laquelle elles émanent. Systématiquement louées par les uns, non moins systématiquement décriées par les autres, les mesures prises par notre ministre actuel de la guerre attirent forcément l'attention : rien de ce qu'il fait ne laisse l'opinion indifférente.

Je tâcherai de parler de lui avec impartialité, bien qu'on m'ait reproché

quelque exagération de complaisance à son égard. Je ne cache pas que j'ai pour sa personne une réelle estime, pour l'esprit général de ses tendances une certaine sympathie, pour le succès de ses réformes une curiosité bienveillante. Je n'en conserve pas moins l'entièvre indépendance de mon jugement, et je vais le prouver en parlant de certains de ses récents actes avec plus de sévérité que n'en a montré la presse française, pourtant si dure, parfois, à son égard : *amicus Plato, sed magis amica veritas!*

Je ne reviendrai pas sur la question de la levée des punitions, que j'ai déjà eu occasion de traiter deux fois depuis que le général André est ministre, mais je ne puis m'empêcher de faire remarquer que, pour témoigner sa satisfaction de la façon dont les soldats ont manœuvré dans la Beauce, il a accordé le bénéfice de cette mesure de clémence aux troupes de Provence et de Lorraine, des Pyrénées et de Picardie. Précédemment, on limitait les récompenses à ceux qui les avaient méritées. Lorsqu'un général inspecteur accordait une ration supplémentaire à l'occasion de sa « revue d'honneur », il avait soin de spécifier que ceux-là seuls en profiteraient qui avaient participé à la dite revue. Bien entendu, dans la pratique, les bénéficiaires partageaient, par esprit de solidarité, avec les camarades restés à la caserne. Il y avait d'ailleurs quelque iniquité à frustrer d'une faveur ceux qui, y étant restés pour assurer certains services (garde, cuisine, etc.), pouvaient avoir eu de ce chef un surcroît de besogne, si, par contre, ils s'étaient ainsi trouvés dispensés des préparatifs de la parade, de l'astiquage, du lavage, du blanchiment, etc. Mais n'y a-t-il pas iniquité plus criante encore à récompenser par la levée des punitions des gens qui n'ont rien fait pour mériter une faveur, puisque, en s'exposant à une répression, ils ont justement prouvé qu'ils s'en étaient rendus indignes ? En graciant des coupables, on satisfait une minorité peu intéressante. La majorité saine n'est pas récompensée, et c'est pourtant elle qui mérite le plus qu'on fasse quelque chose pour elle. C'est un peu le monde renversé.

Fidèle à ses principes, le général André a été plus loin encore. Il a profité du banquet des maires pour amnistier tous les soldats qui, par application d'une loi formelle et trop récente pour être tombée en désuétude (15 juillet 1889), étaient retenus au corps après la libération de la classe. Pour témoigner sa satisfaction d'avoir vu réunies 22 000 municipalités à la table du président de la République, il a ouvert les portes des prisons ! Pour ma part, j'ai regretté à le dire, je considère cette miséricorde comme criminelle : rien ne la justifie. Et c'est plus qu'un crime : c'est une faute. Car elle décourage les gens qui, ayant de la peine à se maintenir dans le droit chemin, n'y restent qu'avec l'espoir d'être traités autrement que les mauvais drôles, insensibles à l'humiliation des peines disciplinaires. C'est dégoûter de la vertu que de ne faire aucune différence apparente entre elle et le vice.

Je sais qu'il y a des précédents; mais mieux eût valu ne pas les invoquer, si, comme je le trouve, ils sont condamnables. En tous cas, le général André les a en quelque sorte aggravés. Ses prédecesseurs, en effet, attendaient quelque temps avant de prononcer la grâce. C'est, en général, au 1^{er} janvier qu'ils faisaient remise aux coupables du restant de leur peine, imitant en cela le chef de l'Etat qui, à l'occasion de la nouvelle année, rend à la liberté certaines catégories de prisonniers. De la sorte, l'effet moral que le législateur avait en vue se trouvait atteint. Ceux des soldats dont l'autorité militaire avait eu à se plaindre ne rentraient pas au village avec leurs camarades : on savait dans leur commune qu'ils avaient été l'objet d'une mesure de rigueur, et ils restaient marqués comme d'une tare. Que certaines peccadilles aient entraîné ce stigmate d'infamie, c'est ce que je ne nierai pas. La loi gagnerait sans doute à être revisée sur ce point, et on a proposé récemment d'entourer le maintien au corps par mesure disciplinaire de certaines garanties qui empêcheraient d'infliger cette peine un peu à tort et à travers, comme il arrive. Mais cette proposition a été écartée, et il nous semble qu'il n'appartient pas à l'autorité ministérielle de passer outre et de renvoyer en bloc les coupables et les autres, sans faire la différence que la loi a formellement prononcée.

Le général André a été plus heureusement inspiré en débarrassant l'école de Saint-Cyr d'un grand nombre d'officiers instructeurs qui y avaient introduit, en les affichant sans vergogne, des opinions réactionnaires. Ils donnaient à la jeunesse qui leur était confiée, et à cet âge l'exemple est chose particulièrement contagieuse, le spectacle d'une attitude boudeuse. Ils se montraient hostiles au gouvernement de la République et aux idées libérales dont il est le représentant. Il fallait en finir. La pépinière où se recrutent les cadres de notre infanterie et de notre cavalerie était exclusivement entre les mains d'ennemis des institutions actuelles : aussi en sortait-on avec le germe de l'esprit antidémocratique. Le ministre y a mis bon ordre. Il ne s'est pas montré sectaire, quoiqu'on en ait dit, il a simplement détruit l'œuvre de sectaires qui avaient su peupler de leurs créatures et de leurs fidèles notre « Ecole spéciale militaire ».

Un autre acte non moins louable est la suppression de l'apport dotal pour le mariage des officiers. Une décision signée par le maréchal Soult, en 1843, ne permettait à ceux-ci d'épouser que des jeunes filles justifiant d'un revenu de 1200 fr. au moins. Or, d'abord, il est arrivé que ce revenu ait été constitué fictivement. Et puis, 1200 fr. de rente, c'est la misère dans le ménage, si la maîtresse de maison est dépensiére. Il est des femmes qui vivent modestement, et qui n'ont pas besoin de gros revenus ; mais combien en est-il, surtout dans le monde brillant de l'armée, qui tiennent à se donner un grand air, à paraître plus riches qu'elles ne sont et

qui, par là, entraînent leurs maris à s'endetter, ce qui est justement ce qu'on avait voulu éviter en fixant à la dot un minimum.

D'ailleurs, quittant la question de fait pour n'examiner que le principe demandons-nous en quoi la femme d'un officier a plus besoin d'être dans l'aisance que celle d'un magistrat, d'un professeur, d'un fonctionnaire des finances. Si on admet que la possession d'une certaine fortune mette à l'abri de tentations coupables et assure une certaine honorabilité, il faudrait alors n'autoriser les unions dans le monde judiciaire, universitaire, administratif, qu'aux conditions où on les permet dans le monde militaire. Aux éducateurs de nos fils, aux hommes qui ont à rendre la justice ou à manier les fonds publics, il faut tout autant de considération qu'à ceux qui ont à conduire les soldats sur le champ de bataille. Et ils peuvent pourtant se marier sans qu'interviennent les autorités dont ils dépendent.

Le général André n'a pas été jusqu'à donner à ses ressortissants une aussi grande liberté. Comme par le passé, ils ne pourront se marier sans avoir sollicité et obtenu l'assentiment de leurs chefs, agissant par délégation du ministre. Il sera prononcé, après enquête très sérieuse et strictement confidentielle, sur chaque cas particulier. Certaines personnes eussent souhaité que le ministre revendiquât l'entièvre responsabilité de sa décision, au lieu d'en rejeter le poids sur ses subordonnés. Il est vrai qu'il laisse aux intéressés la faculté de recourir à lui, en dernier appel, et que l'octroi de ce droit complète ce qu'il y a de libéral dans l'excellente mesure qu'il a prise le premier de ce mois.

Il se propose de la compléter en l'étendant aux sous-officiers. Les femmes de ceux-ci sont tenues de justifier de la possession d'un bien d'une valeur de 5000 francs, soit une rente de 200 à 250 francs. Et déjà elles se trouvent éluder ainsi les conditions imposées aux femmes d'officiers lorsque leurs maris deviennent lieutenants ou sont assimilés à des lieutenants. Le cas n'est pas rare dans les hiérarchies latérales : par exemple, dans le monde de ce qu'on appelle aujourd'hui les officiers d'administration, de ce qu'on appelait naguère des adjoints du génie, des gardes d'artillerie, etc. Prononçant sur chaque cas particulier, l'autorité militaire pourra ne pas traiter sur le même pied le postulant destiné à arriver à l'épaulette et celui que l'insuffisance de son instruction ou les conditions générales de sa situation condamnent à ne pas s'élever au-dessus de la catégorie subalterne à laquelle il appartient. L'autorité militaire prendra également en considération la valeur du travail que la femme peut fournir, si elle exerce un métier, et les inconvénients d'union entre militaires et fonctionnaires, exposés l'un et l'autre à des déplacements qui risquent de séparer le ménage.

Bref, au lieu d'appliquer des règles fixes et inflexibles, brutales et incommodes, le commandement procédera paternellement, en étudiant soigneusement la question et s'efforçant d'éclairer les intéressés sur les

conditions particulières de l'union projetée et ses conséquences possibles.

Si ces mesures, accomplies ou projetées, n'ont pas rencontré, tout bien considéré, une grande hostilité, il en va différemment de la décision que le général André a prise de ne pas accorder de bourses aux élèves des écoles gouvernementales sortant d'établissements religieux. A la vérité, il a fait des infractions à ce principe ; mais, d'une façon générale, il l'a appliqué avec fermeté. Le prix de la pension est très élevé, en général, dans les collèges dirigés par les prêtres. Donc, on est en droit de supposer que ceux qui en sortent ou sont riches par eux-mêmes ou ont trouvé des gens riches qui ont payé pour eux. Dans l'un et l'autre cas, pourquoi l'Etat ne leur demanderait-il pas le paiement relativement faible de l'instruction qu'il leur donne. Il le peut d'autant mieux qu'il assure à ces jeunes gens, à bref délai, des situations rémunérées. Il est tout naturel qu'un gouvernement n'accorde pas de faveurs spéciales à ceux qui, à la fois, pactisent avec ses ennemis et viennent lui demander, à lui, des emplois rétribués, qui briguent de devenir ses serviteurs et sont ses détracteurs.

L'exclusion prononcée par le général André s'explique donc. Elle n'en a pas moins froissé la sentimentalité d'une opinion publique qui aime tout ce qui a un air de générosité, qui souffre de tout ce qui paraît inspiré par des sentiments étroits et par une certaine sécheresse de cœur. Elle ne s'apitoie pas sur ceux qui se forcent et violentent leur nature pour se montrer durs, parce qu'ils estiment que leur devoir est là. Elle s'attendrit sur ceux qui pâtissent de cette dureté.

J'en aurai terminé avec les innovations récemment introduites dans nos institutions militaires, lorsque j'aurai dit qu'un décret en date du 3 de ce mois complète celui que le général de Gallifet a fait signer au commencement de l'année courante. J'en ai parlé en février (page 152) et déjà en octobre dernier (page 689). Le ministre avait revendiqué le choix des titulaires des divers grades, sauf à ne les prendre que sur des listes de présentation dressées par des commissions de généraux. Mais le droit du ministre devenait illusoire tant que les « tableaux d'avancement » comprenaient juste autant de noms qu'il y avait de places à donner. Le général André a nettement vu qu'il n'aurait aucune indépendance si ces tableaux n'étaient fortement majorés. Et il a demandé qu'ils le fussent.

Mais alors on n'épuisera pas annuellement la totalité des noms qu'ils renferment. Un certain nombre des officiers qui y figurent resteront sur le carreau. Peut-être attendront-ils leur tour pendant trois, quatre, cinq ans. Pendant ce temps, ils risqueront de se détériorer physiquement ou intellectuellement, et, le jour où ils arriveront à ce grade auquel jadis on les a reconnus aptes, ils ne seront plus en état de s'en montrer dignes. Aussi le ministre a-t-il fait décider que leurs titres seraient discutés de nouveau chaque année. Cet ensemble de mesures aura sur l'armée des répercus-

sions considérables, dont nous ne pouvons parler aujourd'hui, faute de place, mais sur lesquelles nous reviendrons à la première occasion.

* * *

Le général Pierron, membre du conseil supérieur de la guerre, vient d'être atteint par la limite d'âge : les généraux Cardot, Dosse, Basset, Maillard, l'ont suivi dans sa retraite ou l'y auront suivi avant le 1^{er} novembre.

Ce sont des disparitions notables.

Le général Pierron est trop connu de nos lecteurs pour qu'il soit utile de leur rappeler les titres qu'il s'est acquis par ses publications militaires allant d'une encyclopédie, comme les *Méthodes de guerre au XIX^e siècle*, à une mince plaquette à l'usage des sous-lieutenants, voire des sous-officiers, comme les conseils (dont j'ai parlé récemment), sur la manière d'établir une section, de la poster, de l'employer dans le service de grand'garde. Les *Méthodes de guerre au XIX^e siècle* sont une compilation très indigeste, très mal ordonnée, très inégale et hétérogène. Il y manque une sévère critique des textes : le bénédictin qui en a patiemment amassé les matériaux y a admis des données de première main et des racontars sur la valeur desquels nous sommes loin d'être édifiés. Certains auteurs qu'il cite sont connus comme véridiques ; d'autres ne sont ni connus ni véridiques. (Il est vrai qu'il y en a aussi qui sont véridiques sans être connus ou connus sans être véridiques.) A côté d'un passage d'une lettre de Napoléon ou d'une instruction du grand Frédéric ou d'un ordre de Moltke, il nous sert, entre autres « documents à méditer », un « extrait du journal de marches tenu par un officier du 2^e régiment de zouaves (le lieutenant-colonel Pierron) pendant l'expédition du Mexique », un « extrait des notes du rapporteur près du 2^e conseil de guerre au Mexique ». Ce rapporteur est encore « le lieutenant-colonel Pierron ». Plus loin, le compilateur invoque les souvenirs d' « un officier du 2^e régiment de zouaves sur la bataille de Solférino ». S'il ne le nomme pas, c'est sans doute par modestie et pour ne pas se montrer encombrant. Il se fait, d'ailleurs, à douze pages de distance un nouvel emprunt, puis aux pages 564, 598, 599, 642, 660, 666, 667, 679, 706. On le retrouve dans l'appendice (pages 59 bis et 78 bis). Et je ne relève que ce que je trouve dans le premier des quatre volumes dont se compose l'ouvrage. Je me hâte d'ajouter que, malgré les défauts que j'ai signalés, cet ouvrage rend aux chercheurs d'inestimables services et il est fort heureux que nous possédions cette précieuse mine de renseignements de toutes sortes. Seulement il faut savoir les y découvrir et ne pas les mettre en œuvre sans discernement.

Le général Pierron s'est montré comme professeur et comme commandant de corps d'armée l'homme que ses écrits annonçaient : travailleur, mais brouillon, sans grandes vues d'ensemble, sans pénétration, sans la

haute équité de l'historien qui accueille avec prudence et contrôle les documents qu'on lui fournit. Car c'est être équitable que de ne pas attribuer à tous ces documents une égale valeur.

Le général Maillard, qui, récemment encore, était à la tête de Saint-Cyr, est un théoricien dont les cours d'art militaire à l'Ecole de guerre jouissent d'une légitime réputation. Son départ constitue une perte de plus pour le monde de ce que l'on pourrait appeler les intellectuels de l'armée.

Le général Cardot en faisait également partie. C'est lui qui, par des traductions quelque peu infidèles (c'étaient des commentaires, plutôt que des versions littérales) nous a initiés à l'œuvre de Dragomiroff. Grâces lui en soient rendues ! On a dit qu'Henri Monnier, en créant le personnage de Joseph Prudhomme, avait fini par devenir lui-même fort prudhommesque. Pareillement, la fréquentation du célèbre général et écrivain russe a rendu le général Cardot quelque peu... cosaque. Il en a du moins revendiqué l'honneur en prenant le pseudonyme de Loukiane Carlovitch, dont il a signé des livres originaux, à la fois brillants et obscurs, qu'on pourrait comparer à une nuit d'orage sillonnée par des éclairs. La caractéristique de son talent littéraire me semble être, en effet, un mélange piquant (bien que parfois agaçant) d'inintelligibilité de la pensée et d'étincellement de l'esprit. On s'écrie tour à tour : « Oh ! que c'est joliment dit ! » et : « Que diable a-t-il bien pu vouloir dire ? » J'aurai certainement à reparler du général Cardot qui, je l'espère, n'a pas dit son dernier mot et qui occupera les loisirs de sa retraite par des publications dont je me réjouis par avance, sachant que, en tous cas, ce ne sera pas ordinaire ni banal. On a voulu que l'interprète de l'école russe eût une éclatante fin de carrière et on lui a donné, aux manœuvres qui viennent de se terminer dans la Beauce, des postes d'honneur, des missions de confiance. Il s'en est tiré fort heureusement et s'est taillé un succès personnel, ayant eu une très bonne presse.

J'ai dit que les généraux Pierron, Maillard, Cardot, faisaient partie des intellectuels militaires. Le général Basset s'était enrégimenté parmi les intellectuels... tout court. Il faisait partie de cette infime minorité, dans laquelle compte le général André, et qui a cru devoir faire passer l'intérêt de la vérité avant celui de l'armée ou qui, pour parler plus exactement, ont cru que l'armée ne pouvait avoir d'autre intérêt que dans la vérité. Il convient de rendre hommage au courage qu'ils ont montré.

* * *

Impressions des grandes manœuvres.

Il me paraît difficile de mettre beaucoup de méthode dans les observations que m'ont suggérées les manœuvres d'armée qui ont eu lieu en septembre dans les plaines de la Beauce. Il ne m'a pas semblé qu'il s'en

dégageât de grands enseignements, et les notes que j'y ai recueillies sont sans lien les unes avec les autres. Si j'essayais de les coordonner, je n'y arriverais que par des procédés artificiels, et l'unité que je parviendrais peut-être à leur donner aurait quelque chose de factice. On me pardonnera donc si je transcris presque textuellement, en me bornant à leur faire un brin de toilette, quelques pages de mon carnet.

Et, à ce propos, je tiens à dire avec quelles intentions je suis les manœuvres.

Je pars déterminé à tirer au clair certaines questions. J'ouvre donc des rubriques sous lesquelles, au jour le jour, j'inscris tout ce que j'ai pu voir s'y rapportant. En voici un exemple : Dans l'article posthume du colonel de Villebois-Mareuil que le *Correspondant* a publié et dont j'ai déjà parlé, j'ai trouvé le passage suivant (qui, d'ailleurs, ne faisait que me confirmer dans une conviction déjà ancienne, mais qui empruntait une autorité toute particulière à la personnalité du signataire) :

Qu'on fasse donc le relevé, dans nos easernes, des inutiles, de ceux qui n'ont jamais pu mettre une balle dans la cible ni finir une marche d'entraînement ! Qu'on tienne note, au cours de simples manœuvres, des cent ou cent cinquante évacués que sément nos régiments d'infanterie derrière eux.

M'étant proposé de rechercher ce qu'il y a de vrai dans cette assertion, j'ai écrit « *Effectifs* » en tête d'une page de mon calepin, me promettant de ne négliger aucune occasion de vérifier les chiffres sur le terrain. Tantôt, lorsqu'une compagnie était en ligne, je dénombrerais les soldats de chaque section ; lorsqu'elle était arrêtée, au repos, les armes en faisceau, je comptais le nombre des fusils ; lorsqu'elle était en marche et défilait à côté de moi, j'inscrivais le nombre des files.

C'est ainsi que, certain jour, j'ai trouvé les chiffres suivants : 142 (j'ai oublié de prendre le numéro du régiment), 110 dans le 77^e, 120 dans le 135^e, 124 dans le 47^e, 144 dans le 131^e, soit en moyenne 128 au lieu de 250. C'est maigre. Il est vrai que, en fixant à 250 sur pied de guerre le nombre des hommes de la compagnie d'infanterie, on a officiellement admis un déchet du cinquième. On a proclamé bien haut qu'on demandait plus qu'on ne voulait pour être sûr d'avoir ce qu'on voulait. C'est de 200 fusils qu'on avait besoin et on ne cachait pas que, si on en avait eu 250, on se serait trouvé fort embarrassé. Peut-être trouvera-t-on qu'une telle théorie laisse à désirer, au point de vue économique et industriel. Tout le monde sait qu'on ne peut obtenir un rendement de 100 pour 100. Mais on doit tendre vers cet idéal et non déclarer qu'on serait malheureux d'avoir plus de 80 pour 100. Il en est de ces déchets comme de l'allongement des colonnes : c'est un mal inévitable, mais qu'il faut s'évertuer à réduire le plus possible. Le principe de demander le plus pour obtenir le moins est un principe qui n'a rien de militaire. Il nous souvient d'un temps où on prescrivait aux artilleurs de pointer à 25 mètres de la bouche de la pièce, pour

Le tir à mitraille, alors qu'on voulait que le projectile tombât dix ou douze fois plus loin. Mais, disait-on, si on prescrivait de pointer à 300 mètres, l'obus irait à un kilomètre, les pointeurs ayant une tendance instinctive à donner un trop grand angle à la pièce. C'est pourquoi on leur recommandait d'en donner un qui était exagérément petit.

Donc, on soutient que la compagnie sur pied de guerre doit être d'environ 200 hommes. Or, nous venons de voir que, aux manœuvres, elle est à l'effectif d'environ 130, soit quelque chose comme les deux tiers. L'écart ne laisse pas d'être considérable.

Pour la cavalerie, j'ai compté une moyenne de 115 chevaux à l'escadron ; mais, sur ce nombre, une quinzaine étaient employés au trait ; une centaine seulement étaient, par conséquent, mis en ligne, et même à certains jours, notamment le 18, pour la cavalerie de la division attribuée à l'ennemi figuré, une notable fraction, au lieu de venir sur le champ de bataille, avait été directement envoyée au cantonnement, ce qui réduisait encore dans une forte proportion le nombre des lances ou des sabres disponibles.

Et voilà, en supprimant quelques détails fastidieux, le résumé de ce que j'ai relevé au sujet des effectifs.

Mais il va de soi que, en dehors des questions sur lesquelles j'étais ainsi décidé à porter mon attention, j'en ai rencontré d'autres tout à fait à l'improviste. J'ai donc noté, au fur et à mesure qu'ils se présentaient, des incidents plus ou moins caractéristiques ; j'ai crayonné des remarques plus ou moins superficielles. Tout cela est resté confus, désordonné ; mais, le répète, je ne vois pas le moyen de le coordonner. On voudra donc bien excuser le décousu des réflexions qui vont suivre.

Transmission des ordres. — Grâce au téléphone, au télégraphe, à la bicyclette, aux automobiles, les ordres et les renseignements arrivent à destination avec une rapidité qui a plutôt décuplé que doublé. Ainsi, même quand la manœuvre ne prenait fin que vers 1 heure, les rapports sur les opérations effectuées parvenaient au grand quartier-général, et y étaient centralisés, résumés, autographiés, assez à temps pour que le bureau de la presse distribuât vers 5 heures, aux correspondants des journaux, des exemplaires d'un compte rendu détaillé.

Je sais que, à la guerre, les choses ne marcheraient pas aussi facilement. On ne trouverait pas de bonnes routes, fraîchement rechargées par le service des ponts et chaussées à l'intention des troupes. On trouverait, en revanche, des ennemis qui tueraient des chauffeurs ou des cyclistes, qui sèmeraient des clous sur le passage des pneus, qui couperaient les fils télégraphiques ou téléphoniques. Mais enfin il est évident que les facilités dont on dispose vont en s'accroissant chaque jour.

Malgré tout, on a pu voir, dans la journée du 18, quelle peine le commandement éprouve à faire parvenir l'expression de sa pensée à ses sub-

ordonnés et à manier des masses de troupes. Encore faut-il remarquer que ces masses étaient singulièrement allégées. Le général de Negriger avait été placé à la tête d'une armée de quatre corps. L'effectif normal de cet ensemble eût dû s'élever à 140 000 hommes à peu près : je crois pouvoir affirmer qu'il n'atteignait pas la moitié. On a vu combien il manquait d'hommes à la compagnie d'infanterie et à l'escadron de cavalerie pour être au complet de guerre. La batterie d'artillerie était logée à la même enseigne, et il n'y avait ni échelons de combat, ni sections de munitions, ni parc. Les services de l'arrière n'existaient pas ou, s'ils existaient, c'était à l'état embryonnaire. Ils étaient simplement « représentés », comme on dit, en employant une expression qui rappelle quelque peu le théâtre. Remarquez, d'ailleurs, que sur les éléments combattants on avait prélevé le personnel nécessaire pour figurer l'ennemi. Et vous en conclurez aisément que chacun des corps placés sous les ordres du général de Negriger ne devait pas compter plus de 15 à 20 000 hommes.

Eh bien, même dans ces conditions, la coordination des mouvements a été très difficile à établir : les déploiements se sont opérés d'une façon décousue. Tantôt on ne s'est pas attendu pour attaquer, tantôt on s'est attendu, la troupe qui était prête la première s'arrêtant à 2000 mètres du canon ennemi, si ce n'est à moins encore, et restant ainsi au repos pendant des demi-heures entières, et formant même, je crois, les faisceaux pour donner aux camarades le temps de se porter en ligne.

J'étais vers 8 heures du matin entre Meslay-les-Grenet et Mignières sur la ligne occupée par l'armée du Nord (*manchons blancs*), commandée par le général de Boysson. Tout ce plateau était garni d'artillerie. Néanmoins, je vis de larges et denses lignes d'infanterie de l'armée du Sud déboucher à 9 heures d'Ermenonville-la-Grande, qui est à 2800 mètres des emplacements occupés par les batteries. Elle resta sans bouger, et le combat traîna jusqu'à près de 10 heures. A ce moment-là, un corps d'armée apparut sur la gauche de la position défensive, entre Chenonville et Bois Mivoye, attaqua Mignières et en délogea les Manchons Blancs, qui n'en conservèrent pas moins Meslay-les-Grenet, point dont se rapprochèrent les troupes sorties d'Ermenonville-la-Grande. Elles vinrent se tapir dans le ravin de Luçon : leurs premières lignes se trouvaient alors à 1300 mètres des fusils et des canons du général de Boysson. Mais elles ne parurent pas autrement incommodées par la pétarade des uns et des autres, car elles se tinrent bravement là pendant une heure et dix minutes montre en main (de 9 h. 55 à 11 h. 05) jusqu'à ce que d'autres troupes, venant de Mizeray, eussent prolongé leur gauche de Luçon à Sandarville. Je ne vous dirai pas à quels corps appartenaient ces diverses troupes : j'en ai vu les numéros dans les journaux, mais ne les ai pas vérifiés par moi-même. La chose d'ailleurs est de peu d'intérêt. Pour qu'on tirât un enseignement profitable des détails des opérations, il faudrait avoir une carte sous les

yeux. Le peu que j'ai dit suffit à montrer à quelle suite d'invraisemblances a conduit le manque de coordination dans les mouvements. On ne peut guère imputer ces incertitudes qu'à la façon dont les ordres ont été ou donnés ou transmis ou compris ou exécutés. Or, s'agissant d'une manœuvre concertée, préparée, contre un simple plastron, et sans services de l'arrière, on doit supposer qu'il n'y a eu aucune difficulté d'exécution, que les ordres n'ont pas été improvisés, qu'ils ont été donnés clairement.

CHRONIQUE RUSSE

(*De notre correspondant particulier.*)

Les opérations russes en Mandchourie.

Tandis que l'attention universelle suit avec une émotion fort explicable les événements militaires dans la province de Pe-Tschi-Li, c'est à peine si quelques laconiques télégrammes ont tenu le lecteur au courant de l'action séparée de la Russie en Mandchourie. Et cependant la marche des Russes dans ces contrées est digne d'attention. Voilà pourquoi je me propose aujourd'hui, au lieu de ma chronique bi-mensuelle, de donner aux lecteurs de la *Revue* un aperçu des plus succincts de la marche générale de la campagne de Mandchourie, à partir de l'ouverture des hostilités et jusqu'à la prise de Tsitsikar et de Charbin.

Lorsque au commencement de juin la vallée du Pei-ho était déjà en pleine révolution, le calme le plus profond régnait encore en Mandchourie et rien ne faisait prévoir que l'insurrection s'étendrait vers ces parages. Les travaux de la ligne de Mandchourie continuaient paisiblement et la direction de l'entreprise ne songeait même pas au danger. La garde militaire russe chargée de veiller à la sûreté des ingénieurs et des ouvriers était répartie en petits postes de cinq à dix hommes le long de la ligne principale de Dalaï Nor à Nikolsk par Tsitsikar et Charbin et le long de l'embranchement de Charbin à Port Arthur.

Durant la dernière semaine de juin, quelques troubles sans importance se produisirent, il est vrai, aux environs de Hai-Tschen et de Mukden, mais ils furent réprimés sans aucune difficulté et l'ingénieur en chef assurait encore, dans un rapport daté du 28 juin, que tout était calme le long de la ligne entière.

Subitement, le 5 juillet, la révolte se déclare et cela à plusieurs endroits simultanément. En effet, ce jour-là, une forte troupe de Boxers attaque à l'improviste la station de Tielin, au nord de Mukden ; à Mukden même les missions sont pillées. La station de Lia Yan, au sud de Mukden, est incendiée ; à Girin, des proclamations encourageant au meurtre des étrangers sont affichées, et à Tsitsikar, sur la ligne magistrale, le peuple se soulève.

Ce même jour, l'ordre est donné de mobiliser toutes les troupes chinoises de la Mandchourie. Trois jours après, le gouverneur chinois de Girin intimait aux ingénieurs de la ligne l'ordre de remettre aux autorités chinoises le matériel et les machines des chantiers et de sortir de la Mandchourie. Cet ordre ne fut, cela va sans dire, pas suivi, mais dès le lendemain les troupes chinoises envahissaient les chantiers, et le 10 juillet, les ingénieurs et les fonctionnaires de la ligne se repliaient sur Charbin sous la protection des faibles postes de gardes échelonnés le long des travaux.

Pendant que ceci se passait dans le sud et le centre de la Mandchourie, la révolte éclatait dans le nord avec une intensité toute imprévue. Le 13 juillet, le bateau à vapeur *trasiquant* sur la ligne de l'Amour, le *Michaïl*, subissait une fusillade assez nourrie non loin d'Aïgun. Le lendemain, dans la soirée, enfin, la ville de Blagovietschensk fut subitement bombardée de la rive chinoise. Ce fut un coup de foudre, car on persistait encore à ne pas croire au danger. Blagovietschensk était sans défense, la garnison venait de quitter la ville pour se rendre vers l'est. On la rappela en toute hâte et on demanda de suite du secours. La situation était en effet critique. Le bombardement, commencé le 14 juillet, continua les jours suivants ; en même temps, on apprenait qu'en plein territoire russe, dans le bassin de la Zeia, peuplé de Chinois, ceux-ci se soulevaient et massacraient les Russes. Les nouvelles de la Mandchourie étaient de plus en plus mauvaises et le télégraphe signalait des troubles le long de toute la frontière. Il fallut se rendre à l'évidence, le danger nié tant de fois n'était que trop réel et dépassait en étendue les craintes les plus pessimistes. Ce n'était plus une révolte, c'était une guerre réelle.

Autant le gouvernement russe avait mis de lenteur à se faire une idée exacte de l'étendue du péril, autant il mit d'énergie à regagner le temps perdu et à faire face au danger aussitôt que la situation se fut nettement dessinée. Le 17 juillet, l'état de guerre fut proclamé dans tout le district de l'Amour. Le 21 juillet, ordre fut donné de mobiliser les troupes de la Sibérie, de la Sémiriétschie et du Turkestan. On a souvent prétendu que la mobilisation de l'armée russe laissait fort à désirer. Il faut avouer que la réalité donna un démenti éclatant à cette affirmation. La mobilisation de ces troupes perdues dans les vastes solitudes de l'Asie, sans moyens de communications modernes, et dont les réserves durent être amenées en grande partie de la Russie d'Europe, s'opéra avec une régularité et une rapidité aussi admirables qu'inattendues.

La première chose à faire était de rejeter l'ennemi hors du territoire russe. Nous avons vu que Blagovietschensk était, au moment de l'attaque chinoise, presqu'é dénuée de troupes. De Strjetensk à l'ouest et de Chabaroffsk à l'est furent expédiés simultanément des secours qui, moitié par eau, moitié par terre, s'avancèrent à marches forcées vers la ville menacée. Cependant ici on n'avait nullement perdu courage, et déjà le 19 juillet, les

quelques troupes restées dans la ville avaient, avec l'aide de la population civile, formé une garde civique, rejeté les Chinois de l'autre côté de l'Amour. Vu l'énorme supériorité numérique des Chinois, les Russes ne réussirent toutefois pas à les déloger de la rive droite, d'où ils continuèrent à entretenir un feu violent contre Blagovietschensk. Du 23 juillet au 2 août arrivèrent peu à peu les renforts expédiés de différents côtés, et dans la nuit du 3 août, les colonels Schwerin et Sevrianoff purent enfin tenter le passage du fleuve. Cette opération réussit pleinement et les Russes occupèrent le gros bourg de Sachalian sur la rive droite. En même temps, une batterie d'obusiers de campagne arrivée la veille à Blagovietschensk, ouvrirait de là le feu contre la ville d'Aïgoun. Cette dernière avait été transformée en une véritable forteresse et était occupée par une très forte garnison. Les Russes n'hésitèrent cependant pas à en tenter l'assaut. Les obusiers préparèrent l'attaque par un feu meurtrier, et le 4 août on donna l'assaut. La lutte fut vive : on se battit de 2 h. de l'après midi à 9 h. du soir. Enfin, à la nuit tombante, les Chinois qui avaient subi des pertes énormes, battirent en retraite, partie dans la direction de Tsitsikar, vers le sud, partie le long de la rive droite de l'Amour, vers l'est.

La partie « défensive » de la campagne était donc terminée ; il s'agissait maintenant de prendre l'offensive et de s'emparer de la Mandchourie même, si possible à temps pour sauver d'une destruction barbare les travaux déjà exécutés de la ligne de Mandchourie. La situation géographique du pays, enclavé entre le territoire russe proprement dit et Port Arthur, et ses dépendances, se prêtait admirablement à une invasion concentrique. Le gouvernement russe résolut de profiter de ce fait, et de sept points différents il expédia des colonnes qui reçurent toutes l'ordre de marcher vers le centre, de manière à se réunir toutes dans les environs de Charbin. Chaque colonne devait être accompagnée d'une escouade de troupes du génie : pionniers, pontonniers, télégraphistes, de manière à réparer au fur et à mesure les dégâts occasionnés par les Boxers.

Voici, en commençant par l'ouest, l'énumération des colonnes de marche :

1^o *La colonne du général major Orloff*, rassemblée vers la fin de juillet dans la Transbaïkalie, reçut l'ordre de marcher le long de la ligne magistrale de Mandchourie par Dalaï Nor, Chaïlar, et les défilés de Chingan sur Tsitsikar.

2^o *La colonne du général major Rennenkampf*, formée de troupes qui venaient de secourir Blagovietschensk, eut pour mission de marcher par Mergen sur Tsitsikar, où elle devait se joindre à la précédente.

3^o *Le général-major Sacharov* devait, partant de Chabaroffsk, remonter le cours de la Sungari et se porter directement au secours de Charbin, où s'étaient réfugiés une grande partie des fonctionnaires de la voie ferrée et qu'assiégeaient les Chinois.

4^o *Le général-major Tschitschagoff* reçut l'ordre de marcher vers le même point le long de la ligne du chemin de fer depuis Nikolsk au nord de Wladiwostok

5^o Enfin le *général-major Aïgustoff* devait partir de Savelieffka, à l'extrême sud de la baie de Possiet, s'emparer de la forteresse chinoise de Hung-Tschung, forcer les défilés des monts Liaolin et se réunir au général Tschitschagoff, vers Ninguta.

6^o et 7^o De la presqu'île de Liao-Tung, deux colonnes furent expédiées, celle du colonel Chorounschenkoff et celle du colonel Dombroffski. Toutes deux devaient remonter le long de la ligne vers Mukden. Elles furent bien-tôt réunies sous les ordres du général-major Fleischer.

Nous allons suivre séparément chacune de ces colonnes.

Le général Orloff passa la frontière le 26 juillet. Il rencontra l'ennemi à Angoun, où eut lieu un combat sanglant, le 30 juillet. Trois jours après, les Russes attaquèrent Aïgun, qui fut pris après un combat opiniâtre, dans lequel les vainqueurs s'emparèrent de deux canons et de plusieurs millions de cartouches. Le 4 août, l'avant-garde, toujours en lutte avec les Chinois, parvenait à Dschermété, et le 8 août à Jackschi. Le 12, elle fut attaquée à l'improviste par 7000 réguliers et ne fut sauvée que par l'arrivée du gros de la colonne. Les Chinois restèrent ce jour-là maîtres du champ de bataille, mais furent délogés dès le jour suivant et vigoureusement poursuivis par les Cosaques jusqu'à Mendouché. L'énergie déployée par la cavalerie russe empêcha les Chinois de fortifier les défilés de Chingan et ceux-ci tombèrent entre les mains des Russes sans trop de peine. Le 25 août, la colonne entière arrivait aux défilés et s'en emparait après trois heures de combat ; onze canons, tous de type moderne, tombèrent entre les mains des Russes. De ce côté-là, la résistance des Chinois était brisée, et le général Orloff ne rencontra jusque dans les environs immédiats de Tsitsikar aucune opposition bien sérieuse.

Colonne n° 2. — Le général Rennenkampf quitta Blagovietchensk et Aïgun le 7 août. Le 10, son avant-garde se heurta à l'ex-garnison chinoise de Aïgun, composée de 4000 hommes d'infanterie, de 5000 cavaliers et de douze canons modernes, et retranchée près du village de San-Tschans. Sans attendre l'arrivée du gros de ses troupes, Rennenkampf lança à l'assaut un régiment et demi de Cosaques, qui réussirent à déloger l'ennemi. Les défilés du Petit Chingan furent enlevés à la bayonnette, le 16 août, et, le 17, la colonne se présenta devant Mergen. La ville était solidement défendue et les Chinois décidés à se battre à outrance, mais Rennenkampf avait envoyé par les montagnes un détachement qui réussit à tourner la position et attaqua inopinément les Chinois par le Sud, du côté de Tsitsikar. Terrifiés par l'apparition des Russes sur leurs derrières, les Chinois furent saisis de panique et s'enfuirent, abandonnant douze canons et d'é-

normes réserves de munitions et d'approvisionnements. Le 18 juillet, l'avant-garde russe atteignait, après une marche de 58 kilomètres, Komicha, et le 24, la colonne entière forçait le passage du Nemer, en enlevant aux Chinois dix canons, plusieurs mitrailleuses et tout le parc. Dès lors, la résistance était brisée, et, le 27, Rennenkampf entrait à la tête de deux escadrons de cosaques et sans coup férir à Tsitsikar.

Colonne n° 3. — Le détachement du général Sacharoff remonta le Sungari en bateau. Le 21 juillet, il arriva à Van-li-Hotan, qui fut incendié pour punir les habitants d'avoir reçu les Russes à coups de canon. Le 24, on arrivait à la forteresse de Bajantou, fortement armée et occupée par 2000 réguliers. Après avoir préparé l'attaque par un bombardement assez vif, les Russes donnèrent l'assaut le 25. Les Chinois s'enfuirent, abandonnant leur artillerie. Le lendemain, l'escadrille se présentait devant l'importante ville fortifiée de Sian-Sin. Située sur une haute colline entre la Sungari et deux de ses affluents, la ville est ainsi entourée de trois côtés par des rivières très profondes ; 4000 réguliers chinois l'occupaient. Néanmoins, Sacharoff décida de profiter de la démoralisation que causait la prise si rapide de Bajantu et ordonna l'attaque immédiate. Le 29, dès l'aube, tous les canons de la flottille ouvrirent un feu intense sur la ville, les troupes russes débarquèrent vers midi sous un feu meurtrier, mais réussirent cependant à occuper le rivage de la Sungari et deux heures après, de deux côtés à la fois, les tirailleurs sibériens montèrent à l'assaut. La lutte fut vive, et les pertes sensibles, mais les Chinois durent se retirer, et la retraite se transforma bientôt en panique. Vingt-deux canons et des quantités énormes de munitions tombèrent entre les mains des vainqueurs. La voie était ouverte, et la flottille put continuer le soir même sa route vers Charbin, où elle arriva dans la soirée du 3 août.

Les Chinois qui assiégeaient la ville se retirèrent sans résistance. Il était temps, la garnison russe composée d'ouvriers, d'ingénieurs et de quelques Cosaques était à bout de forces ; il ne restait plus que dix cartouches par homme. Un des buts principaux de la campagne était donc atteint : Charbin et les 5 à 600 Russes qui s'y étaient réfugiés étaient maintenant hors de danger. La ville fut mise en état de défense, et le général Sacharoff s'y établit fortement. Après avoir reçu des renforts, il s'occupa en premier lieu de tendre la main au général Tschitschagoff et de remettre en état la voie ferrée. Le 19 août, il s'empara d'Asche Ho.

Colonne n° 4. — Le général Tschitschagoff s'était mis en marche dès les premiers jours de juillet ; le 18, son avant-garde arrivait dans les environs de la forteresse d'Eho, lorsqu'elle fut subitement attaquée par un fort détachement chinois et rejetée vers l'est. L'arrivée du gros de la colonne rétablit le combat, et les Chinois furent repoussés et mis en fuite. Les Russes les poursuivirent vigoureusement et entrèrent sur leurs talons dans la forteresse, qu'ils incendièrent. Le lendemain, les Chinois essayèrent un

retour offensif, mais furent rejetés. Tschitschagoff s'établit dans la forteresse et rétablit les communications avec Nikolsk. Dans ces parages, les Chinois étaient très nombreux et la nature du sol rendait les opérations très difficiles. Il fallut près d'un mois pour débarrasser des troupes chinoises les environs immédiats d'Echo, et ce n'est que le 28 août que les Russes purent continuer leur route sur Ninguta. Le 29, on força le passage du grand fleuve Moudantsiang, en dépit de 15 000 Chinois établis sur la rive gauche, et, le 30, l'importante cité de Ninguta tombait entre les mains des Russes. Quelques jours après, on tendait la main aux troupes de Charbin.

Colonne n° 5. — Le général Aïgustoff avait à s'emparer de Hung-Tschung. La tâche était dure, vu la topographie des lieux. Il fallut deux jours de bombardement et quatorze heures de lutte à la bayonnette pour s'emparer de la ville. Celle-ci fut prise le 31 juillet.

Les troupes opérant dans le Sud, au nord de Port-Arthur, avaient à résoudre une tâche plus facile que celles du Nord. Soutenues par la flotte, les deux colonnes russes purgèrent d'insurgés toute la presqu'île de Liao-Tung et opérèrent leur jonction vers Inkou. Sous les ordres du général Fleischer, elles remontèrent peu à peu le long de la ligne du chemin de fer, sans trop se presser, mais en rétablissant la voie. Vers la fin d'août, les Russes réoccupaient Mukden.

En résumé, nous voyons qu'en un mois et demi, sept colonnes russes, d'un effectif ne dépassant guère 4 ou 5000 hommes chacune, ont reconquis la Mandchourie entière, rétabli les communications télégraphiques le long des lignes de chemin de fer détruites, et en grande partie remis en état ces dernières. Quoique séparés par des espaces immenses, les mouvements de chaque colonne ont été opérés avec ensemble et régularité, et c'est avec raison que les Russes peuvent être fiers des opérations de leur armée de Mandchourie.

INFORMATIONS

ANGLETERRE

Exercices des volontaires-cyclistes. — On vient de commencer à Aldershot les manœuvres pour les cyclistes des volontaires, divisés en un certain nombre de sections. Les cyclistes du 1^{er} Royal Lancaster Régiment, et ceux du 2^e Highland Light Infantry, ont opéré une reconnaissance